

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

# LA LUTTE



**Le Gouvernement  
le plus fort sera  
celui de la dictature  
du prolétariat !**

# OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X<sup>e</sup>  
ABONNEMENTS  
France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.  
Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.  
Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : n° 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale

## DÉFENSE DES 40 HEURES CONTRE L'UNION SACRÉE !

**Dirigé par Hitler, le fascisme mondial isole l'U. R. S. S. que Staline affaiblit, et tente d'écraser définitivement le prolétariat européen.  
Malgré les traîtres démocrates, le prolétariat espagnol se bat jusqu'au bout.**

## Ouvriers et paysans, debout pour le redressement révolutionnaire !

Nos camarades les ouvriers les paysans pauvres d'Autriche, désarmés en 1934 par la bourgeoisie catholique de von Schuschnigg, sont maintenant soumis au même asservissement fasciste qui écrase le prolétariat allemand depuis cinq années. Le bourreau du prolétariat, le catholique Schuschnigg, s'est trouvé sans force devant la trique du maître-brigand Hitler.

Le fascisme a bien servi l'impérialisme allemand. En profitant du chaos dans lequel le capitalisme a entraîné le monde, en profitant de l'affaiblissement de l'U.R.S.S. poignardée par la bureaucratie stalinienne, Hitler a pétré, par la force, le rapt de l'Autriche.

Mais les autres brigands impérialistes, de France et d'Angleterre principalement, s'inquiètent et montrent les dents. Ils préparent fiévreusement leurs armements pour imposer le maintien en leur faveur, des marchés économiques que s'octroient actuellement les impérialistes allemands, italiens et japonais, en Ethiopie, en Espagne, en Chine, en Autriche, et, tout au moins, pour garantir les rapines coloniales et autres des guerres précédentes.

Tout cela, c'est la préparation exacerbée de la boucherie internationale des travailleurs, au profit de la haute finance du monde.

### INTERNATIONALISME PROLÉTAIRE CONTRE LA GUERRE

Devant cette menace imminente du guerre impérialiste, le Parti Ouvrier Internationaliste adresse à tous les prolétaires l'appel de la lutte internationale des classes; il leur rappelle que la Patrie capitaliste n'est pas leur Patrie; il rappelle à tous les travailleurs les appels que leur lança la grande voix de Karl Marx :

« Les Prolétaires n'ont pas de Patrie ! »

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Notre Parti rappelle à tous que seule l'insurrection des prolétaires allemands, italiens, japonais peut terrasser Hitler, Mussolini, le Mikado, qu'il appartient aux ouvriers français, moins asservis, de créer l'exemple et l'entraînement irrésistible par la lutte révolutionnaire contre leurs propres exploitateurs. Cette lutte se donnant comme premier but L'EXPROPRIATION ET L'ÉCRASEMENT DU CAPITALISME FRANÇAIS conduit au triomphe de la Révolution Socialiste, à l'établissement des Etats-Unis Soviétiques d'Europe et du Monde seul vrai rempart contre les guerres impérialistes.

L'UNION SACRÉE, SANGLANTE TRAHISON

Le Parti ouvrier internationaliste dénonce devant la classe ouvrière comme la pire trahison, la campagne chauvine d'Union Sacrée avec l'ennemi de classe, déchainée d'une façon forcée, ces derniers jours, dans la grande presse ouvrière française (Populaire, Humanité, Peuple), dans les déclarations et résolutions cyniques des Blum, Thorez, Jouhaux et Cie parlant au nom du Parti dit « socialiste », du Parti dit « communiste », de la C.G.T.

Il faut rappeler comment fut sauvé le régime capitaliste en 1914-1918, partout, sauf en Russie où la Révolution Ouvrière fut victorieuse grâce au Parti bolchevick de Lénine et Trotsky.

En 1914 les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale (l'Internationale Ouvrière Socialiste), les chefs de la Fédération Syndicale Internationale disaient aux prolétaires français des usines et des champs : « Luttons pour le droit », la « liberté » contre le despotisme impérial allemand ». Ils faisaient des discours de même nature aux travailleurs allemands pour les envoyer à la tuerie. RESULTAT : des milliards et des milliards sont rentrés dans les coffres-forts des marchands de canons, l'exploitation capitaliste a été sauvée au prix de 1 million et demi de cadavres de jeunes travailleurs français, au prix de 15 millions de cadavres de jeunes travailleurs dans le monde.

Voilà le dernier et terrible bilan de l'Union Sacrée. Mais des militants courageux comme Karl Liebknecht

qui osa proclamer ouvertement devant les prolétaires : « L'ENNEMI EST DANS VOTRE PROPRE PAYS », comme Rosa Luxembourg, comme Lénine, comme Trotsky, se dressèrent contre l'Union Sacrée des Blum-Cachin-Vandervelde-Jouhaux et aussi contre les bélements pacifistes des Paul Faure et Romain Roland. Ils firent au milieu des calomnies, des menaces, des crimes malgré la meute de tous leurs ennemis, leur devoir de prolétaires éclairés et courageux. Leurs efforts héroïques auront été vains, s'ils ne sont pas continués inlassablement.

AUJOURD'HUI en 1938, non seulement les vieux chefs de la II<sup>e</sup> Internationale et de la F.S.I. se vautrent dans la boue de l'Union Sacrée et du social-patriotisme, mais les chefs de la III<sup>e</sup> Internationale, pourris par le stalinisme, s'y traînent aussi ignominieusement et cachent leur infâme abjection derrière le plus provocant cynisme. Ils tentent de se justifier par les dizaines et les dizaines de cadavres de vieux révolutionnaires que Staline ne cesse de jeter à la face du prolétariat.

LE RESULTAT : La prochaine tuerie impérialiste sera dix fois, 100 fois ou 1000 fois plus immonde et meurtrière que la précédente. Elle n'épargnera ni les enfants, ni les femmes, ni les vieillards de l'arrière.

EN AVANT POUR LA RÉVOLUTION MONDIALE

Pour éviter la guerre impérialiste, nous n'avons pas le choix : IL FAUT ABATTRE LE CAPITALISME et démasquer devant les masses travailleuses ses protecteurs : les social-patriotes de la II<sup>e</sup>, de la III<sup>e</sup> Internationale en forgeant le Parti de la Révolution Socialiste et la IV<sup>e</sup> Internationale.

### CRISE GOUVERNEMENTALE EN FRANCE

En France, le coup de tonnerre hitlérien sur l'Autriche a coïncidé avec la démission de Chautemps, ce qui n'était pas autre chose qu'une tentative de la bourgeoisie pour déplacer vers la droite son gouvernement bonapartiste.

Comme à la mi-janvier dernier, Blum était chargé, avec Thorez-Duclos, de frayer la voie, en allant solliciter les personnalités de droite (Reynaud et Cie) avant de disparaître.

Mais l'Anschluss réalisé a déclenché dès le samedi 12 mars, la vague d'Union Sacrée qui a gagné l'ombre radicale de la bourgeoisie. La bourgeoisie elle-même a signifié sa position par la bouche de Caillaux : « Les communistes dans le gouvernement ? Oui, pour un gouvernement d'Union Sacrée, oui, pour faire la guerre ». Mais ces messieurs ne sont pas encore prêts.

L'offre ignominieuse d'Union Sacrée, de la part des Blum-Thorez-Duclos, repoussée par les chefs de la politique ouvrière, Blum s'est rabattu sur leur ombre : les domestiques radicaux, non sans obéir aux injonctions bourgeoises en excluant les représentants du Parti stalinien.

C'est ainsi que la plus large combinaison laissée à Blum par les exigences bourgeoises fut un « nouveau Gouvernement de juin 36. Mais les grands chefs de la politique du Grand capital comptent bien dans un court délai, prendre en mains la direction du Gouvernement bonapartiste, comme ils l'avaient projeté la semaine dernière. En attendant, c'est Blum qui se charge des responsabilités de cette période hérissée de difficultés intérieures et extérieures, insolubles en régime capitaliste. C'est pourquoi son Gouvernement tombera rapidement dans le discrédit total.

### BLUM VEUT REALISER LE PROGRAMME DE LA BOURGEOISIE !

L'ignominieuse abjection des social-patriotes d'aujourd'hui dépasse celle des social-patriotes de 1914. En 1914, la bourgeoisie avait dû manœuvrer, exercer des pressions pour réaliser l'Union Sacrée. Aujourd'hui ce sont les

Blum, Thorez et Cie qui supplient les bourgeois, à genoux, pour réaliser l'Union Sacrée. Repoussé honteusement, Blum s'empresse de déclarer : « Je reste inspiré de l'esprit qui me l'a dictée (la tentative d'Union Sacrée). »

C'est un défi impudent lancé à la face du prolétariat français.

### BAS LES PATTES DEVANT LES 40 HEURES !

Le Bureau de la C.G.T. vient d'offrir sa collaboration pour déterminer les mesures destinées à augmenter la production. Tout cela recouvert du prétexte de la défense nationale (des coffres-forts capitalistes). Ces mesures sont connues; C'EST LA SEMAINE DE 45 HEURES que demande M. Gignoux sous le couvert des « dérogations » préconisées par les Comités d'Enquête sur la production. LE BUREAU DE LA C.G.T. FAIT L'UNION SACRÉE AVEC M. GIGNOUX, DE LA C.G.P.F., contre les 40 heures, contre la classe ouvrière. Le prolétariat de ce pays relèvera ce défi cynique des Frachon-Racamond-Jouhaux et autres. Il exigera immédiatement le CONGRES EXTRAORDINAIRE DE LA C.G.T. La démocratie ouvrière balayera les chefs félons et reprendra la lutte de classe des exploités contre les exploitateurs.

### LE FRONT POPULAIRE DES CHEFS CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Nous avons dénoncé dès le début l'alliance pourrie avec les chefs radicaux valets capitalistes, maintenant l'alliance englobe les Frossard et autres renégats. Ces gens-là déclarent ouvertement, cette fois, vouloir marcher à droite, la main dans la main avec la bourgeoisie. En juin 36, ils annonçaient vouloir marcher à gauche avec les ouvriers. Et cependant !

— Ils ont torpillé la Révolution ouvrière par les accords Matignon conclus en pleine montée des occupations d'usines.

— Ils ont voté 15 milliards pour la guerre.

— Au profit de Franco, ils trahissaient le prolétariat espagnol par le blocus de la NON-INTERVENTION.

— Ils arrachaient par LA DEVALUATION, c'est-à-dire : la vie chère, le pain des ouvriers.

— Ils accomplissaient LA REPRESSION AUX COLONIES.

— Ils fauchaient les travailleurs à Clichy, à Metlaoui.

### L'AFFAIRE REISS DANS LE NORD

## DU GUEPEOU AU C. S. A. R. ?

On connaît maintenant les noms des deux exécuteurs d'Ignace Reiss. Le principal s'appelle ETIENNE MARTIGNAT, né en 1900 dans le Puy-de-Dôme, et habita Clichy. C'est un Français. Il avait des liaisons dans les milieux de droite.

Le second s'appelle ROLAND ABBIAT, dont le pseudonyme était Rossi. Né à Londres, citoyen monégasque. Abbiat et Martignat sont en fuite. Mais voici le plus important : il est démontré qu'Abbiat avait fait demander un visa POUR SE RENDRE AU MEXIQUE. La copie de la demande de visa, a été retrouvée. Dans les papiers de Rossi-Abbiat on a aussi trouvé un plan de Mexico avec sa banlieue, un guide des rues, et une carte du Mexique.

L'affaire est claire : Rossi se préparait à partir au Mexique pour participer à l'assassinat de Trotsky ! Cette tentative, comme le meurtre de Reiss, était financée et organisée par la Guépéou, c'est-à-dire par Staline.

Les noms des chefs de la Guépéou qui organisaient ce travail, à Paris sont connus : GROSOVSKY et GROSOVSKAYA (enfuis en U.R.S.S.), Beletsky et Sokolov. Ainsi, peu à peu se démasque le travail des tuteurs contre-révolutionnaires.

Mais une question doit maintenant être posée : QUELLES SONT LES RELATIONS DE CES AGENTS DE LA GUEPEOU AVEC LE C.S.A.R. ET SES FILIALES ? C'est une question qui doit être éclaircie, non seulement en fonction de l'affaire Reiss, mais aussi en fonction de l'attentat de l'Étoile et de l'affaire Navachine. Elle se double de la suivante : quelles sont les relations de la Gestapo et de la Guépéou ? Car ce ne sont certainement pas seulement les Russes blancs qui sont pénétrés par elle.

### LES CONSEQUENCES D'UNE TRAHISON.

La grève des métallurgistes du Nord, voulue par les ouvriers, retardée puis brisée comme on sait, devant le fait, par les dirigeants syndicaux, devait provoquer — d'après Frossard — avec la chute du Gouvernement, la disparition du projet du Statut Moderne du Travail élaboré par Chautemps et son équipe.

La grève n'a pas eu lieu; le Statut Moderne est devenu une loi; Chautemps a pu choisir l'heure de sa chute. Est-ce à dire que Frossard avait vu juste ?

Quoi qu'il en soit, les travailleurs de nos régions, faute d'avoir fait entendre leurs voix durant que se déroulaient les manœuvres liberticides du gouvernement, se trouvent placés à l'heure actuelle, au même plan d'ailleurs que tous les ouvriers du pays, devant le pire.

### CERCLE LENINISTE DU XIX<sup>e</sup>.

JEUDI 17 MARS A 21 HEURES, Au Café Blandin, 6 place du Combat (angle de la rue de Meaux), Salle du sous-sol, la conférence que fera le camarade Rigal, du Comité Central du P.O.I. (IV<sup>e</sup> Internationale) portera sur le sujet suivant :

La situation internationale et l'U.R.S.S.

La conférence est suivie de discussions libres.

Pour tous renseignements s'adresser aux Publications Populaires, 152, avenue Jean-Jaurès.

### L'ACTION DES TRAVAILLEURS DU NORD.

Ce n'est pas la première fois qu'il est donné de constater qu'une bataille ouvrière engagée dans le Nord met en cause des intérêts dont l'importance dépasse le cadre régional. Indépendamment des faits antérieurs à juin 1936, en novembre de la même année, déjà, la grève des 28.000 métallurgistes de Lille et de la Sambre, avait conduit Lebas — alors Ministre du Travail — et les parlementaires, le premier à signer un décret d'application de la loi de 40 heures sans dérogations, les autres à hâter la rédaction des textes et le vote de la loi d'arbitrage.

### L'ACTION DES TRAVAILLEURS DU NORD.

Il serait injuste de charger de la moindre part de responsabilité les responsables syndicaux réformistes et stalinien en ce qui concerne le déclenchement de la grève de novembre 1936, injuste également de leur reprocher d'avoir inquiété la bourgeoisie du fait de leur attitude alors que s'exprimait récemment la méfiance des Métallurgistes à l'égard du Gouvernement, des surarbitres qu'il désigne et du Statut Moderne du Travail.

Les ouvriers avaient débrayé en novembre 1936 au moment où les bonzes des syndicats... délibéraient à Paris, soit à quelques centaines de kilomètres du théâtre des opérations; les « pompiers » de la Fédération des Métaux envoyés en toute hâte sur les lieux du sinistre, avaient dû se contenter, suivant la formule habituelle, de circonscrire le désastre, tâche qu'ils remplirent d'ailleurs consciencieusement, en isolant le conflit durant 58 jours pour le plus grand bonheur du Comité des Forges !

Les ouvriers et ouvrières du Textile,

### LA FIN DU TRAITÉ DE VERSAILLES

## Le fascisme en Autriche

Toute la presse anglo-française se lamentait sur la fin « de l'indépendance autrichienne ». Elle déplore, par cette formule hypocrite, la fin d'un Etat artificiellement créé par le traité de Versailles et qui constituait, malgré tout, un pion et un enjeu dans le jeu impérialiste du bloc franco-anglais en Europe. Ce qui emplit de colère les révolutionnaires et les ouvriers du monde, c'est que la lâcheté de tous ait permis à Hitler d'imposer par les armes la dictature-fasciste à six millions de travailleurs allemands, qui s'ajoutent aux millions de travailleurs écrasés sous la botte hitlérienne depuis 1933.

La victoire d'Hitler a révélé aux yeux de tous le véritable visage du bonapartiste autrichien de Schuschnigg. En massacrant les ouvriers autrichiens, en février 1934, Schuschnigg et son sanglant prédécesseur Dollfuss

avaient désarmé le peuple autrichien devant le fascisme hitlérien. Que représentaient-ils eux-mêmes ? Hommes de la réaction cléricalle, militaire et monarchiste, ils ne pouvaient qu'abandonner le combat et passer la main, quand la bourgeoisie se trouverait aculée au choix : ou la dictature fasciste d'Hitler ou le réveil populaire. Contrainte à cette alternative, le bonapartisme de Schuschnigg ne pouvait que trahir. Nous le répétons depuis longtemps. C'est ce qui, finalement, dicta aussi l'attitude du bloc franco-anglais. Surpris par le moment exact et la rapidité du coup de force hitlérien, le bloc s'y attendait pourtant en perspective générale. Il savait que l'Autriche constituait l'un des premiers objectifs que se proposait l'expansion hitlérienne.

Mais, outre les raisons d'ordre militaire, le bloc savait que le seul élé-

ment de résistance réelle en Autriche était la classe ouvrière. L'Autriche ne pouvait échapper à la dictature hitlérienne que par la révolution ouvrière. Et le bloc préféra s'accommoder de l'expansion allemande plutôt que de subir une nouvelle secousse révolutionnaire. Aussi les ouvriers comprendront-ils la stupidité criminelle de la politique préconisée, en cet instant, par les Internationales « ouvrières ». Elles ont appelé les ouvriers d'Autriche à réaliser l'union sacrée avec Schuschnigg. C'était la livrer à la trahison. Elles n'ont pas organisé la plus petite action de masse en France et en Angleterre, ce qui aurait été le seul moyen de contraindre le bloc franco-anglais, craignant des troubles intérieurs graves, à intervenir effectivement contre le coup de force.

(Suite page 2)

les Métallurgistes de l'ensemble du département auraient, sans doute, étant appelés à réagir devant l'oppression patronale et gouvernementale dans les mêmes conditions, usé le mois dernier du même procédé qui leur servit en 1936. Mais cette fois les bureaucrates ont veillé au grain; c'est à peine si quelques milliers de métallos de Valenciennes ont pu, à l'occasion d'un déplacement des dirigeants syndicaux à Béthune, lâcher pendant une heure les marteaux et les manivelles. Tout s'est généralement passé conformément à l'ordre nouveau, fait d'arbitrages, de concessions et de collaboration de classes.

#### LA CONCURRENCE ENTRE LES PARTIS, COMEDIE HONTEUSE.

Stalinistes et Socialistes se partagent actuellement, la sphère d'influence des Partis « ouvrier » de notre région selon d'inégales proportions.

Les syndicats de Mineurs constituent encore la citadelle des réformistes traditionnels sauf dans le bassin d'Anzin, d'ailleurs le moins important. Dans la Métallurgie, les néo-réformistes l'emportent manifestement en autorité mais doivent compter avec l'existence du syndicat de Roubaix auquel adhèrent 10.000 travailleurs et qui est dirigé par les ex-confédérés. Quant aux 300.000 travailleurs du Textile, leur « confiance » semble s'exprimer par parts égales à l'adresse des dirigeants issus des cadres de la C.G.T.U. et de la vieille C.G.T.

Seules quelques organisations groupant les travailleurs de l'Alimentation, les Postiers, les Techniciens et Employés de la Métallurgie échappent aux influences réformistes de toute origine et se développent sur la base du programme de la « lutte de classes ».

Durant le dernier conflit survenu ici, consécutivement à l'élevation considérable du coût de la vie, on a pu assister à de curieuses scènes : aux travailleurs du textile, devant l'opinion publique, Dumoulin jurait qu'il était partisan de répondre par la grève à la sentence Bernard (voir Lutte précédente), les dirigeants ex-unitaires jurèrent dans le même sens. Les uns et les autres s'accusaient d'ailleurs réciproquement de dissimuler leur véritable pensée ! Tout à fini cependant par s'arranger; Dumoulin et ses ennemis de tendance, finalement, à l'occasion d'un Congrès convoqué pour décider le déclenchement de la grève ou le recul, congrès devant lequel ils étaient conviés à formuler simultanément des propositions, tronçonnèrent à l'adresse des 300.000 travailleurs représentés, les discours savamment orchestrés que l'on connaît et, indistinctement firent en sorte de briser l'élan combattif de ces ouvriers et ouvrières particulièrement exploités parmi les exploités.

Dans le Nord, stalinistes et réformistes, c'est vrai, se livrent une impitoyable bataille. L'unité syndicale peut-elle en souffrir, même en périr, comme le redoute Georges Dumoulin, aujourd'hui à l'écart du combat ? S'il s'agit de l'unité dans la capitulation, c'est peu probable. Communistes et socialistes savent toujours, en temps voulu, conclure les armistices imposés par la situation, en vue d'amener de concert les travailleurs qui les suivent à s'incliner devant les attaques patronales.

Le P.O.L., seul contre tous, est aujourd'hui en contact avec les travailleurs du Nord.

S'il est vrai que l'axe des batailles ouvrières importantes ne passe pas obligatoirement en permanence par Paris, s'il est vrai qu'on doive en conséquence redouter beaucoup de l'influence des réformistes et néo-réformistes sur les travailleurs de province, et du Nord en particulier, il n'est pas vrai, par contre, que la situation résultant de ces deux constatactions essentielles soit catastrophique. Celle-ci, instable, évolue sans cesse dans un sens réconfortant.

C'est ainsi que Dumoulin, chef incontesté du courant réformiste traditionnel, dans notre région, vieux renard éprouvé et prudent, a abandonné brusquement, à la suite de la conclusion lamentable des conflits qui viennent de se dérouler, la direction de l'Union Départementale des Syndicats du Nord, après avoir fait un certain nombre de déclarations, aussi gauchistes que retentissantes. Considérant la personnalité de Dumoulin, il faut accorder à la décision qu'il a prise la signification importante qu'elle comporte : celui-ci a compris que les traditions de lutes qui marquent l'histoire de notre mouvement régional demeurent, malgré l'action des stalinistes; il redoute, sachant qu'il se discrediterait irrévocablement à ce jeu, de poursuivre la politique du moment, politique à l'encontre de laquelle les travailleurs se dresseront inmanquablement un jour ou l'autre.

Autre fait significatif : les membres stalinistes de l'appareil dirigeant de l'U.D. du Nord ont, en accord avec leurs ennemis de tendance ex-confédérés, demandé à Dumoulin de revenir sur sa décision. Le prétexte — d'ailleurs inavoué publiquement — de cette démarche : ne pas compromettre l'unité par une lutte fratricide pour la désignation d'un nouveau secrétaire, la raison sentimentale invoquée, masquent imparfaitement les inquiétudes réelles des bureaucrates qui l'ont effectuée. Il est visible à l'oeil nu que ceux-ci ont besoin d'avoir le réformiste chevronné Dumoulin à leur disposition, chargé d'accomplir toutes les besognes, passif qu'on accuse ensuite des péchés d'Israël et qu'on accablait de toutes les responsabilités au moment où les travailleurs feront entendre leur protestation et chasseront de la direction des syndicats les champions de la politique de capitulation qui marque depuis deux années le cours de l'activité syndicale. Garder le « manche » à tout prix, tel est un des objets essentiels des préoccupations des dirigeants syndicaux stalinistes du Nord devant la perspective d'un redressement du mouvement ouvrier. Garder le « manche » pour quoi faire ? On ne le sait que trop, par expérience !

(Lire la suite page 3, 1<sup>re</sup> colonne)

## Le fascisme s'installe en Autriche

(Suite de la page 1)

Les ouvriers d'Autriche, eux, l'ont compris. Affaiblis par la terrible saignée de février 1934, ils voulaient pourtant combattre. Mais Schuschnigg a préféré ne pas opposer de résistance à l'invasion armée d'Hitler, plutôt que d'armer les ouvriers. Schuschnigg-le-traitre, tenue est la réputation définitive qu'il y a gagné auprès du prolétariat autrichien. Seuls les ouvriers voulaient se battre. Ils comprenaient que le seul moyen de salut était, suivant l'expression d'un de leurs orateurs « de faire de l'Autriche une nouvelle Espagne ». Seuls ils descendirent des faubourgs vers le centre pour se battre contre les nazis. Et si Hitler n'est pas immédiatement entré à Vienne, c'est que les révolutionnaires se battaient encore contre les troupes de la Gestapo dans les faubourgs ouvriers.

C'est aussi ce qui explique la rapidité du coup de force hitlérien. Devant la vague de fond populaire soulevée en Autriche par la menace nazi, Hitler savait que le bonapartiste Schuschnigg ne durerait pas longtemps. Seuls les forces ouvrières organisaient déjà la résistance effective. C'est pour éviter l'arrivée de la vague révolutionnaire que Hitler précipita son coup de force.

Les événements d'Autriche qu'on a donc rien fait pour empêcher, ont été, dans les « démocraties occidentales » le prétexte pour une nouvelle fièvre d'union sacrée. On a laissé se propager les bruits d'une guerre très prochaine. Mais les faits viennent tous à l'encontre de cette perspective. Hitler, affirmant qu'il ne songeait pas à toucher à la Tchéco-Slovaquie, indique du moins qu'il ne veut pas précipiter les événements. Le bloc franco-anglais est absolument dépourvu de toute politique propre. Ses réactions se bornent à proclamer la nécessité d'un réarmement formidable pour pouvoir affronter l'impérialisme, si ce dernier vient à reposer la question d'un partage du monde par la force. La France est avant tout soucieuse de ne pas rompre son entente avec les Anglais. Et l'impérialisme britannique encaisse le coup de force allemand avec l'espoir de pouvoir reprendre les négociations en vue du pacte à quatre, sur la base d'une garantie allemande envers la Tchéco-Slovaquie. Et il paraît bien que, malgré les bonds fiévreux d'une époque « de guerres et de révolutions » les puissances européennes d'orientent effectivement vers la conclusion d'une « pause » sous le nom de pacte à quatre.

Certains objectent l'accord italo-allemand, fondé sur l'expansion de l'Allemagne à l'est de l'Europe et celle de l'Italie en Méditerranée et en Afrique. On ne peut exclure absolument cette perspective, mais elle signifierait historiquement un coup de folie auquel les impérialismes italo-allemands seraient acculés par les contradictions internes de leur régime fasciste. Car une telle politique menacerait le bloc franco-anglais dans ses intérêts vitaux, inquiéterait les petites nations, et provoquerait une coalition européenne autour du bloc franco-anglais et une guerre à échéance très prochaine. Et dans une guerre mondiale, la base économique de l'axe Rome-Berlin est trop faible pour supporter la comparaison avec le groupe franco-anglais. L'axe serait rapidement disloqué sous la pression même de ses contradictions intérieures.

C'est pourquoi, à l'étape actuelle, le pacte à quatre enfin réalisé apparaît comme une hypothèse la plus probable. Peut-être même les mois à venir verront-ils la rupture de l'axe Rome-Berlin. Nous y revenons, parce que cette rupture nous paraît une nécessité dans la mesure même où chaque partenaire de l'axe accroît sa puissance. Malgré toutes les protestations verbales

échangées ces temps-ci entre Hitler et Mussolini, l'impérialisme italien ne peut dissimuler le coup que l'Anschluss lui porte en Europe. L'Italie passe nettement au second rang dans l'axe. Elle est militairement sous la coupe de l'impérialisme allemand et son expansion ne peut désormais se faire que dans la mesure où ce dernier le voudra bien. Aussi apparaît-il qu'à la faveur des négociations anglo-italiennes, Mussolini tentera de constituer un bloc avec l'Angleterre et la France pour s'opposer à l'expansion de l'Allemagne. Ce serait bien sous le signe de notre époque de marchandages, coupée de coups de force et dans la ligne traditionnelle de la duplicité historique de la bourgeoisie italienne.

Mais l'Anschluss a considérablement fortifié les positions allemandes et l'Angleterre paraît continuer à vouloir sacrifier à une conciliation européenne, qui laisserait les mains libres à la politique mondiale. Enfin, Hitler semble vouloir à tout prix s'assurer les bases d'une poussée allemande vers l'Asie. Il est encouragé dans sa volonté par la décomposition de la bureaucratie stalinienne, sacrifiant les cadres politiques, militaires et techniques de l'Etat soviétique au maintien de sa domination. C'est pourquoi de conséquence la plus importante de l'Anschluss en Europe est, dans les conditions actuelles, une menace directe contre l'U.R.S.S. Dès l'avènement du fascisme au pouvoir, Hitler avait posé, à la conférence de Londres, le problème du partage de l'U.R.S.S. Dans la conjoncture actuelle, il renouvelle la tactique qui lui permit de parvenir à un accord avec les impérialismes européens sur ce point. Il garantit solennellement l'intégrité des frontières italiennes et françaises. Une politique d'expansion vers l'Est lui consierait la neutralité anglaise, ne risquerait pas de briser l'axe Rome-Berlin, ne menacerait pas les positions coloniales de l'impérialisme français. Enfin elle réaliserait la solidarité du capitalisme

européens contre le régime économique de l'U.R.S.S., dont la destruction signifierait pour eux la fin d'une menace constante et l'assurance d'un nouveau débouché pour leurs marchandises. Le tournant actuel de la politique européenne dénonce la faillite complète de la politique extérieure préconisée par la bureaucratie stalinienne. La « sécurité collective » se réalise, mais entre les impérialismes et contre l'Union soviétique. L'« alliance des démocraties » s'effondre devant l'alliance des impérialismes contre l'U.R.S.S.

Jamais l'U.R.S.S. ne s'est trouvée aussi isolée. Plus que jamais la tâche du prolétariat mondial est de la défendre. Plus que jamais, la révolution sociale, les forces ouvrières apparaissent comme le seul instrument de défense de l'U.R.S.S. Il ne sert à rien pour Staline de se raccrocher au pacte, de pousser toujours davantage les ouvriers des « démocraties » à l'union sacrée avec leurs bourgeoisies. Il ne servira à rien aux « communistes » français, pour sauver le pacte, de s'aller au gouvernement avec les Paul Reynaud et les Louis Marin. La bourgeoisie française trahit et continuera de trahir.

Elle n'acceptera de maintenir le pacte qu'après avoir écarté les revendications ouvrières dans le pays et seulement dans la mesure où le pacte servira ses propres intérêts impérialistes. A l'intérieur de l'U.R.S.S., comme dans le monde la faillite stalinienne est complète. Aujourd'hui Staline ne se maintient plus que par la Guépéou. Pour empêcher la destruction de l'U.R.S.S., pour empêcher la destruction des bases économiques du socialisme en U.R.S.S., deux conditions sont indispensables : la révolution politique des travailleurs soviétiques pour reprendre la direction de l'Etat et de l'Economie, tous les jours affaiblis et désagrégés par la bureaucratie stalinienne; la mobilisation du prolétariat mondial dans la lutte de classes. La révolution sociale est à l'ordre du jour comme seul moyen de défendre l'U. R. S. S., d'éviter la guerre et le fascisme en France. C'est dans ce but que la IV<sup>e</sup> Internationale appelle tous les révolutionnaires au combat.

## La terreur hitlérienne contre la IV<sup>e</sup> Internationale

Au moment où à Moscou ont lieu les procès criminels dans lesquels un flot de boue d'accusations et de calomnies hystériques déferle sur les révolutionnaires internationaux, la nouvelle nous parvient d'une tragédie sanglante qui s'est déroulée dans les prisons et devant les tribunaux fascistes de Hambourg.

Après deux années de travail et d'observation intensifs, la Gestapo a réussi à frapper un coup très dur contre nos camarades. Il nous est impossible de donner tous les détails.

Les camarades qui se sont ouvertement réclamés du trotskysme et qui ont défendu devant le tribunal leur œuvre de recon-struction d'un nouveau parti communiste en Allemagne, section de la Quatrième Internationale ont été condamnés comme suit :

Charly MUNTER, employé, dix années de détention de correction; HEINZ LEIDERSDORF, biologiste, instituteur, ancien dirigeant du groupe de étudiants communistes de l'Université de Hambourg, neuf années de détention de correction;

WILHELM DEFERT, typographe âgé de 23 ans, six années de détention de correction; arrêté comme soldat;

HANNES BREMER, âgé de 28 ans, six années de détention de correction;

ANTTA SUHR, cinq années de détention de correction;

HERBERT BODENSCHATZ, libraire, cinq années de détention de correc-

tion; ERNST SCHACHT, parmi les fondateurs du parti communiste, trois années de détention de correction.

En outre, furent condamnés de 2 à 5 années de détention de correction, respectivement de prison :

Willy Liebelt, Gustav Lepper étudiant-travailleur; Hans Jape, employé; Hans Rehder, ancien membre du Schutzbund viennois; Kurt Schmidt marin; Robert Kramer, âgé de 65 ans, combattant de l'insurrection de Hambourg de 1923; Walter Cahnbley, typographe à l'imprimerie des Chemins de fer du Reich; Diekmann, ouvrier télégraphiste; Piète Holbe mécanicien; Schuler, docker de la « Hambourg-Amerika-Linie », arrêté au lieu de travail.

Tous les camarades furent soumis en prison à de cruelles tortures pour leur arracher des aveux.

Ainsi le camarade Charly Munter fut mis pendant 40 jours et nuits aux menottes. Pendant toute la durée de l'instruction il lui était interdit de fumer.

Le camarade Heinz Leidersdorf était pendant 6 mois en détention cellulaire, isolé, sans aucune occupation, interdit de fumer. Pendant 3 mois, sinon pendant tout le temps, menottes et les pieds aux fers.

L'accusation contre Hans Kramer, le fils du camarade sus-nommé Robert Kramer, dut être retirée le ca-

## Conférence des Bolcheviks Léninistes d'Amérique latine

### 2.000 Travailleurs à Wagram

En vue de la Conférence Internationale de la IV<sup>e</sup> Internationale, les sections des Etats-Unis et du Mexique ont pris l'initiative de convoquer deux conférences préparatoires : 1<sup>re</sup> une conférence latino-américaine dans le but d'examiner les problèmes des pays de l'Amérique latine et d'élaborer des projets de thèses pour la Conférence Internationale; 2<sup>e</sup> une conférence pan-américaine dans le but d'examiner les problèmes du continent et ceux du Pacifique, en un mot toutes les questions où l'influence de l'impérialisme américain est prédominante.

La première conférence s'est tenue à la ville de Mexico et dura toute la semaine du 16 au 23 janvier. Les représentants de L.C.I. (section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale), un camarade péruvien, membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, plusieurs sympathisants d'Amérique Centrale, de l'Argentine, de Cuba et Saint-Domingue et un représentant du S.I. ont pris part à la conférence.

Six projets de thèses rédigés par les participants à la conférence y furent discutés et approuvés après des amendements plus ou moins importants. Ces projets de thèses se rapportaient aux sujets suivants : Amérique Centrale, Pérou, les pays de la mer Caraïbe, Mexique, la question indigène et agraire en Amérique latine et sur les problèmes généraux de l'Amérique latine. D'autres documents concernant les mêmes problèmes étaient à la disposition des camarades présents. La conférence a entendu aussi des rapports oraux sur la plupart des pays de l'Amérique latine.

La discussion s'est déroulée surtout sur ces problèmes : L'opposition entre les Etats-Unis et le reste du Continent, le caractère semi-colonial de l'Amérique latine, la caractérisation des différents pays et des différents bourgeoisies comme des sous-nations et des sous-bourgeoisies, la résolution des tâches démocratiques et avant tout de la révolution agraire, le rôle du prolétariat comme seul capable de résoudre ces tâches par opposition aux bourgeoisies et petites-bourgeoisies impuissantes, la caractérisation du « fascisme » en Amérique latine, etc.

La conférence a approuvé une résolution sur les problèmes d'organisation, en particulier sur la création d'un sous-secrétariat international pour le continent américain et d'une revue pour l'Amérique latine. Ces résolutions seront soumises à la Conférence Internationale de la Quatrième Internationale.

Les travaux de la première Conférence latino-américaine de la Quatrième Internationale, par la lumière qu'ils projettent sur les problèmes de ces pays, sont un sérieux pas en avant dans le développement de la pensée marxiste et de l'organisation de la révolution sociale sur le continent américain.

Le camarade Walter Cahnbley fut amené par suite des mauvais traitements à essayer par trois fois de se suicider.

Si les détails de cette tragédie ne nous parviennent que très tard, une année après, nous pensons à nos camarades tout particulièrement pendant ces jours des procès de Moscou. Dans les prisons fascistes, ils sont des témoins capiteux contre les accusations odieuses des puissants de Moscou. — Albert.

## STALINISME ET INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

### La réponse de Staline à Ivanov, et la réponse de Butenko à Staline

(Suite du précédent numéro)

Selon Staline, le socialisme en U.R.S.S. n'est pas définitif à cause... de la possibilité de l'agression militaire. C'est-à-dire que l'intervention qui ne pourrait être que la conséquence, le résultat, de la crise du capitalisme mondial, des défauts du prolétariat international et de l'instabilité de la bureaucratie en U.R.S.S., est présentée comme la cause de l'inachèvement, ou du caractère non-définitif (1) du socialisme en U.R.S.S. Staline présente comme la résultante d'un rapport de forces militaires défavorable, ce qui serait la conséquence d'un rapport de forces de classes international (y compris l'U.R.S.S.) catastrophique pour l'Etat soviétique.

Pendant dix ans, Litvinov et Staline ont chanté les louanges de la « coexistence pacifique » du régime socialiste et du régime capitaliste. C'était la thèse des « deux mondes ». C'est justement sur cette base qu'ils affirmaient la possibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. d'une manière définitive et jusqu'au bout. Selon tous les journalistes officiels, cette thèse était déjà même réalisée. Ils écartaient complètement le problème posé par l'histoire : qui l'emportera ? dit-on comme qui avait une signification à l'égard de l'intérieur et extérieur à l'U.R.S.S. Aujourd'hui, Staline se réfère du bout des lèvres aux affirmations de Lénine montrant que le socialisme ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle internationale, et, à sa manière bornée, il restreint le problème à une question de pure compétition militaire.

Mais lorsque Lénine parlait (comme il l'a fait cent fois) de la nécessité pour la révolution russe de passer sur l'arène internationale, c'est justement à cause du retard de la Russie, à cause du caractère insurmontable dans le cadre purement national des contradic-

tions intérieures de l'U.R.S.S. Le développement de la révolution européenne signifie pour le bolchevisme non pas l'addition arithmétique d'une série de révolutions nationales, mais un processus permanent fondé d'une part sur l'inégalité du niveau économique des différents pays, et d'autre part sur les liens inextricables du système capitaliste mondial.

La théorie de la « coexistence pacifique » entre l'Etat soviétique et le reste du globe, n'a pas plus résisté à la réalité que celle du « socialisme dans un seul pays ». La contre-révolution européenne a isolé l'U.R.S.S. en facilitant l'étrangement de la révolution par la bureaucratie bonapartiste stalinienne. Staline s'était déjà souvenu que l'U.R.S.S. vivait « dans un système d'Etats », en 1935, au moment de son pacte avec Laval, mais ce fut pour se soumettre à la politique d'une série de ces Etats (dits démocratiques) au lieu d'aider la classe ouvrière à y développer le mouvement révolutionnaire.

Aujourd'hui, de nouveau, Staline se souvient que l'U.R.S.S. vit dans un système d'Etats, que l'U.R.S.S. est isolée, — non pour tracer le plan de la collaboration révolutionnaire internationale, mais pour faire appel au patriotisme national de l'armée.

Il met le sceau à cette politique par le troisième procès de Moscou. Il développe la lutte contre la révolution prolétarienne en Espagne, en France, en Chine, dans le monde entier. Il concentre tout son effort contre la IV<sup>e</sup> Internationale. Par des phrases trompeuses il fait appel aux ouvriers des autres pays; mais il envoie ses agents de police pour étrangler leur avant-garde, assassiner leurs militants, semer la décomposition et la vénalité. Voilà comment se pose dans la réalité la question du socialisme dans un seul pays !

#### Le danger de la restauration capitaliste

Dans sa lettre, Staline indique à plusieurs reprises que le danger de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., comme conséquence de l'intervention militaire, n'est pas écarté. Mais cette question est elle-même posée tout de travers. La propriété privée des grands moyens de production, de la terre, etc., ne pourrait pas être ramené par Hitler en U.R.S.S. si n'existait pas dans le pays même des contradictions économiques qui le rendent possible.

Les stalinistes nient cette possibilité en affirmant « qu'à l'intérieur » le socialisme a définitivement vaincu. Cependant, comme tout l'appareil bureaucratique, il y a deux faces dans leur attitude : d'un côté ils sont les destructeurs des bases du socialisme, et de l'autre ils ne peuvent pas se défendre ce qui en constitue l'essence et est leur propre source de puissance : la nationalisation du sol, des transports et usines, etc.. La nouvelle constitution a rétabli partiellement l'héritage, et la quasi propriété terrienne des kholkozes. La restauration du capitalisme est devenue un danger, non seulement en liaison avec l'intervention extérieure, mais en combinaison étroite avec les nouvelles crises du régime soviétique. Staline a prétendu mettre en garde contre ce danger, mais il en est au contraire par toute son activité le fournisseur. Dans la bureaucratie elle-même apparaissent les hommes de la restauration capitaliste. Telle est précisément la signification de l'épisode de Butenko.

La fuite de Butenko, conseiller d'ambassade de l'U.R.S.S. en Roumanie, chez Mussolini, et les déclarations qu'il a faites à la presse fasciste, jettent une vive lumière sur ce côté de la question.

Butenko ne reproche nullement à Staline d'avoir fusillé la vieille garde bolchevique, de saper les bases de l'E-

tat ouvrier soviétique; il déclare, selon ses propres termes : « L'expérience de la révolution bolchevique, en U. R. S. S., que j'ai observée et suivi 23 ans, m'a convaincu du caractère éphémère et de la fausseté de l'idéologie socialiste, appliquée à la pratique de la vie quotidienne... » (Popolo d'Italia 17 février 38). Il accuse en même temps les Juifs d'avoir monopolisé la direction de l'Etat : c'est clair, Butenko représente un échantillon de la jeune bureaucratie qui veut s'évader du carcan de Staline lui-même pour tendre une main fraternelle au capitalisme mondial.

D'un côté une série de militants soviétiques (Reiss, Krivitzky, etc...), ont rompu avec la bureaucratie pour retrouver la voie de Lénine; ils étaient parmi les anciens cadres révolutionnaires. Mais, de l'autre, les Butenko prolongent la bureaucratie vers la bourgeoisie, vers le capitalisme. Butenko avait 14 ans en 1919. Toute son éducation d'homme s'est faite sous le signe de stalinisme, de l'anti-trotskysme, de l'anti-socialisme. Il a suivi l'école diplomatique. S'il était resté en U.R.S.S., il se serait vu, comme beaucoup d'autres qui soutiennent Staline en attendant l'heure de la restauration (n'oublions pas Oustrialov dès 1922 !). Son contact avec l'étranger a précipité son sort personnel.

Répondant à Ivanov, Staline souligne à plusieurs reprises le danger de la restauration du capitalisme. Mais toute sa politique, et avant tout sa lutte contre la IV<sup>e</sup> Internationale, conduit à cette catastrophe. C'est ce que les Butenko révèlent aussi à leur manière. La classe ouvrière ne sera pas induite des tromperies stalinienne. Internationalement le stalinisme est condamné. La chaîne de ses crimes révolutionnaires se prolonge et se renforce. C'est sous le drapeau de la révolution permanente que se re-

Pour condamner les crimes de Staline, deux mille travailleurs avaient répondu mercredi 9 mars à l'appel du Comité pour l'Enquête sur les procès de Moscou, organisateur du meeting de la salle Wagram.

Le meeting fut ouvert par Charbit, de la Fédération du Livre, qui présidait. Après lui, Fronty du syndicat des P. T. T., Weil-Carriel de la Fédération de la Seine S.F.I.O., Marthe César-Chabrun, firent le procès des bureaucrates de Moscou.

Intervenant pour le Secours International, notre camarade Gérard Rosenthal appela les travailleurs à prendre en mains la cause des vieux révolutionnaires pour défendre contre le Guépéou le capital de la révolution et la continuité de l'Internationale d'Octobre. Il rappela l'approbation décernée par Mussolini à Staline. Prenant des exemples précis de la prétendue mission de Johannsen et de la soi-disant entrevue de Méranio, il démontra après avoir évoqué le témoin disparu Léon Sédov, que les falsifications du nouveau procès étaient déjà mises à nu et constituait l'impudente répétition du faux complot de Golzman à Copenhague et du faux voyage de Pratkanov à Oslo, démasqués par la Commission internationale de New-York. Il démonta le mécanisme du procès, ses amalgames, ses thèmes nouveaux. Il appela les travailleurs à constituer un barrage agissant contre les crimes contre-révolutionnaires de la bureaucratie stalinienne.

Après un discours de Georges Pioch, c'est Pierre Naville qui pris la parole au nom du Parti ouvrier internationaliste :

Nous ne sommes pas, dit-il, de ceux pour qui les procès déshonorent la révolution. Ils déshonorent et jugent le régime réactionnaire bonapartiste de Staline.

N. répond à l'argument stalinien que les accusés ont trahis « comme Mussolini ou Doriot ». Ces hommes ont trahis la classe ouvrière, en 1915 et en 1936, sur la base du chauvinisme, du nationalisme. C'était le fruit d'une politique opportuniste. Mais en U. R. S. S., ce sont 100, 500, des milliers, tous les cadres du bolchevisme et de l'Etat Soviétique qui sont accusés, alors qu'ils avaient déjà réalisé la révolution. C'est un glissement de classe. Celui qui trahit, c'est Staline.

La justice des Jacobins ? Elle s'exerce contre les féodaux et monarchistes. Mais après les Jacobins, il y a eu Thermidor et Bonaparte. Thermidor a fait le procès de Babeuf et des derniers Jacobins, comme Vichinsky poursuit Zinoviev, Boukharine, etc...

Après avoir encore démasqué les faux matériels des procès (soi-disant rencontrés avec Trotsky, etc...), N. explique à nouveau les aveux : les accusés sont brisés, politiquement et moralement ils se sont placés au côté de Staline; ils croient renforcer l'autorité du gouvernement — et sauver leur tête. Mais cette fois, les « aveux » ont été traversés des rétractations de Krestinsky, partiellement de Boukharine — que les procès-verbaux cachent autant qu'ils peuvent.

La signification du procès doit être cherchée dans la situation intérieure de l'U.R.S.S. et dans la crise internationale. La logique de l'enchaînement obligeait Staline à préparer ce procès. Il l'a fait précéder d'une « lettre à Ivanov » où il faisait semblant de revenir à l'internationalisme. Mais c'est parce qu'en U.R.S.S. se développe une crise économique sérieuse (baisse de production, disproportions, usure du capital fixe). Le mécontentement s'accroît contre la bureaucratie incontrôlée.

A l'extérieur, la politique de la sécurité collective et des fronts populaires fait faillite. Les pactes bourgeois, au lieu du développement de la révolution, ont acculé l'U.R.S.S. à l'isolement. En détruisant tous les anciens bolcheviks, Staline accentue l'isolement, l'affaiblissement de l'U.R.S.S.

Voilà pourquoi il faut aider l'U. R. S. S. contre Staline, et lutter pour l'organisation en U.R.S.S. d'un parti bolchevik qui régénère la révolution.

En terminant, Naville déclare que la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas dupe des manœuvres d'une partie de la bourgeoisie (y compris Blum) qui s'apitoie sur les accusés, mais n'a rien à dire sur sa propre répression, aux colonies et ailleurs !

Ensuite il fut donné lecture des messages de Dan et de Magdeleine Paz félicitant les accusations insensées, forgées par Vichinsky. Et Alfred Rosmer fit justice des inventions imposées à Krestinsky sur l'entrevue qu'il aurait eu à Berlin. Il démontra comment jour par jour de l'année 1928 il peut établir l'impossibilité de ce voyage. Il évoqua la figure de Krestinsky puis retraçant les heures des combats de 1917 et 1918, il fit revivre par son expérience vivante les rapports cordiaux de Lénine et de Boukharine après les discussions bien connues du parti de l'époque de la paix de Brest-Litovsk. Il adjura les ouvriers révolutionnaires de s'unir pour s'opposer aux dangers qui les menacent.

Les travailleurs présents ont suivi avec un intérêt passionné les orateurs. L'heure tardive a malheureusement empêché de donner la parole au camarade Tissot, de la C.E. des Techniciens, au représentant du Parti du Peuple Algérien qui apportait le témoignage de solidarité des opprimés coloniaux, à l'écrivain norvégien Helge Krog, qui fit une campagne à Oslo contre l'internement de Léon Trotsky par le gouvernement « socialiste », à Stève des Jeunes Socialistes révolutionnaires, Alexandre, Weitz des J. S. A., Foucaud de la Flèche, etc... Les deux mille travailleurs présents ont voté par acclamations l'ordre du jour réclamant la vie sauve pour Boukharine, Krestinsky, Rakovsky et les accusés, adressent leur salut au grand révolutionnaire proscrit Léon Trotsky frappé dans la personne de son fils, le glorieux Léon Sédov et condamnant les crimes de Staline, dirigés contre le prolétariat international.

NAVILLE.

# Devant la menace fasciste, pour unir les travailleurs révolutionnaires dans leur front de classe, il faut faire la lumière sur les procès de Moscou

## Première Impression

par L. TROTSKY

En février de l'année passée, lors du deuxième procès de Moscou (Piatkov-Radek) qui devait corriger la mauvaise impression produite par le premier procès (Zinoviev-Kaménev), je dis dans la presse : « *Staline ressemble à un homme qui essaie d'assourir sa soif avec de l'eau salée. Il sera obligé de mettre en scène d'autres impostures judiciaires, une après l'autre.* »

Le troisième procès de Moscou a été préparé pendant plus longtemps et — il faut le penser — avec plus de soins que les précédents. Sa préparation internationale s'est déroulée, ces dernières semaines, aux yeux du monde entier. L'article retentissant de Staline sur la révolution internationale, du 14 février, qui a étonné bien des gens par son apparition inattendue, avait pour but de créer dans les rangs de la classe ouvrière une atmosphère plus favorable au procès à venir.

Staline voulait dire aux ouvriers que s'il annihilait toute la génération révolutionnaire, il le fait exclusivement dans l'intérêt de la révolution internationale. L'article n'a aucune autre destination. La mort de mon fils, Léon Sédov, qui continue à rester enveloppée de mystère, doit être considérée jusqu'à preuve du contraire, comme le deuxième acte de préparation à ce procès : il fallait coûte que coûte réduire au silence un homme avéré et courageux qui puisse riposter.

Le troisième acte de préparation fut la tentative de MM. Lombardo Tolédano, Laborde et autres agents mexicains de Staline, de me réduire au silence à la veille du troisième procès, de même que le gouvernement norvégien me réduisit au silence après le premier procès (août 1936). Tels sont les éléments principaux de la préparation !

L'inculpation des 21 accusés fut de nouveau publiée en tout et pour tout quatre jours avant le procès, afin de prendre au dépourvu l'opinion publique et empêcher que soient fournies à temps les réfutations de l'étranger.

Quant à l'importance des accusés, le procès attendait de loin le procès Radek-Piatkov et se rapproche du procès Zinoviev-Kaménev. Sur la liste des accusés ne se trouvent pas moins de sept anciens membres du Comité Central du parti, dont Krestinsky, Boukharine et Rykov qui furent des membres du Bureau Politique, c'est-à-dire de l'institution qui de fait constituait le pouvoir suprême de l'Etat soviétique.

Après la mort de Lénine, Rykov fut pendant plus de cinq ans, le chef officiel du gouvernement. Boukharine fut, depuis 1918, le rédacteur de l'organe central du parti, la *Pravda*, et depuis 1926 le chef officiel de l'Internationale Communiste, puis, après sa chute, le rédacteur des *Izvestia*. Rakovsky fut le chef du gouvernement ukrainien, puis ambassadeur à Londres et à Paris. Krestinsky, qui en tant que secrétaire du C.C. du parti fut le prédécesseur de Staline, fut ensuite, pendant quelques années, ambassadeur à Berlin. Yagoda se trouvait pendant presque une dizaine d'années à la tête de la Guépéou comme la plus sûre personne de confiance de Staline, c'est lui qui a entièrement préparé le pro-

cess Zinoviev-Kaménev. Parmi les accusés il n'y a pas moins de six anciens membres du gouvernement central.

Des neuf hommes qui, à l'époque de Lénine, furent membres du Bureau politique, c'est-à-dire les arbitres des destins de l'U.R.S.S., le seul qui ne soit pas accusé jusqu'ici, reste Staline. Tous les autres ont été déclarés agents de gouvernements étrangers, les accusations remontant à 1921 et même à 1918. L'émigration blanche russe a plus d'une fois accusé Lénine, moi-même et tous les autres dirigeants bolchéviques, d'avoir accompli la révolution d'Octobre par ordre de l'Etat-Major allemand. Maintenant, Staline tente de confirmer entièrement cette accusation.

Par leurs tendances politiques ceux des accusés qui me sont connus, se divisent en trois groupes : a) Boukharine et Rykov, les anciens leaders de l'opposition de droite; le troisième dirigeant de ce groupe, Tomsy, l'ancien président des syndicats russes, a été poussé au suicide l'année dernière, par la persécution. L'opposition de droite s'est trouvée depuis 1923 en lutte implacable contre l'opposition de gauche, les soi-disants trotskystes. Rykov, Boukharine et Tomsy ont mené, bras-dessus, bras-dessous avec Staline, toute une campagne d'énantissement de l'opposition de gauche.

b) Le deuxième groupe est constitué par les accusés qui pendant un certain temps ont réellement appartenu à l'opposition de gauche. Ce sont Krestinsky et Rosenholz; dès 1927, cependant, ils passeront ouvertement du côté de Staline; et Rakovsky, qui retourna au camp gouvernemental il y a quatre années.

c) Le troisième groupe se compose, autant que je le connaisse, soit de stalinien actifs, soit de spécialistes apolitiques.

Le nom du professeur Plétniev jette une lumière particulière sur le procès entier. L'année dernière, il fut arrêté, accusé de *crime sexuel*. Toute la presse soviétique en parla ouvertement. Maintenant, Plétniev est impliqué dans un procès... d'opposition politique.

Or, il faut choisir : ou bien les accusations sexuelles ne furent lancées contre lui que pour l'aider à faire les aveux nécessaires; ou bien Plétniev est réellement coupable de sadisme, mais espère obtenir la grâce en faisant des « aveux » dirigés contre l'opposition. Cette hypothèse, nous aurons peut-être la possibilité de la vérifier pendant le procès.

Comment Staline a-t-il pu lancer ce nouveau défi à l'opinion publique mondiale ? La réponse à cette question naturelle se compose de quatre éléments : 1) Staline méprise l'opinion publique; 2) Il ne lit pas la presse étrangère; 3) Les agents du Komintern lui rapportent de tous les pays leurs « victoires » sur l'opinion publique; 4) Les gens avertis n'osent pas révéler la vérité à Staline. Ainsi il est tombé sans s'en rendre compte lui-même, victime de sa propre politique. Il est obligé de boire de l'eau salée pour assourir sa soif.

Coyocan, le 28 février 1938, 4 h. 30 de l'après-midi.

## Assez de BOUE ! Assez de SANG !

par A. ROSMER

Seul de tous les hommes de la nouvelle tournée voués par Staline à la mort, Krestinsky eut un sursaut d'indignation et de colère au début de son interrogatoire. Sa résistance n'était pas complètement brisée; il ne put supporter s'entendre qualifié d'espion et de traître. Une nuit passa et il consentait à « avouer », c'est-à-dire à jouer son rôle dans la pièce macabre et, nauséabonde, montée par Staline-Lejov. Si l'on en croit le correspondant du *Temps*, il était alors « très en verve », et parlant « rapidement et avec animation » il raconta, entre autres choses, qu'il recevait de von Seeckt une annuité de 250.000 roubles et avait remis des « sommes importantes » à Magdeleine Paz et à Rosmer, à Berlin, à l'hôtel Excelsior, en 1928.

Ces « procès de Moscou » sont si grossièrement fabriqués que chaque fois qu'un fait précis est allégué — dans l'acte d'accusation ou au cours des débats — il est possible d'apporter une réfutation décisive.

La Commission d'enquête internationale, qui a siégé à New-York durant l'année 1937, a établi définitivement, avec une abondance de preuves impressionnantes, que les bases mêmes de l'accusation dans les deux premiers procès (août 1936 et janvier 1937) n'étaient que mensonges.

Staline riposte par un nouveau grand procès en tout semblable aux précédents, avec la seule différence que les inventions sont encore plus délirantes. Ayant participé aux travaux de la Commission internationale d'enquête, je sais fort bien comment les complots policiers stalinien sont fabriqués, sur quels mensonges et quelles déformations les accusations sont échafaudées. Aujourd'hui, c'est moi propre cas que je dois examiner puisque Krestinsky affirme m'avoir remis — à Magdeleine Paz et à moi — d'importantes sommes d'argent destinées à la propagande trotskyste et qu'il précise que cette remise a eu lieu à Berlin, à l'hôtel Excelsior, en 1928.

Or : Je ne suis allé à Berlin à aucun moment de l'année 1928. Je n'ai été ni ne me suis jamais rencontré à Berlin avec Magdeleine Paz.

Je n'ai jamais rendu visite à Krestinsky à Berlin.

Bien plus, quoique j'aie séjourné longtemps à Moscou entre 1920 et 1924, que j'aie appartenu aux organismes dirigeants de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge, que j'aie dirigé l'*Humanité* — quand elle était communiste — et me sois trouvé par suite en contact avec beaucoup de bolchéviques, c'est un fait que je n'ai rencontré Krestinsky qu'une fois en 1924, entièrement par hasard, et qu'au cours de cette rencontre fortuite qui ne se prolongea que quelques minutes, je n'ai pas même eu à lui adresser la parole. A partir de cette date, je n'ai jamais plus revu Krestinsky, ni à Berlin ni ailleurs.

Enfin, en 1928, je me trouvais en marge de l'opposition communiste et ne participais en aucune façon à son activité.

Tout ce que je viens d'avancer est facilement vérifiable. Mais alors pour quoi, dira-t-on, mentir aussi bêtement ? Pourquoi nous associer, Magdeleine Paz et moi, alors que nous ne travaillions pas politiquement ensemble ? L'explication n'est pas difficile à trouver.

Magdeleine Paz a été une des premières à s'élever contre les « procès de Moscou » ; surtout elle a mené courageusement la bataille pour la recherche de la vérité au sein de la Ligue des Droits de l'Homme — une de ces organisations dont le stalinisme a jusqu'à présent saisi et dérobé même le plus besoin pour sa présente politique. Magdeleine Paz est dangereuse. Donc il faut tenter de la discréditer pour ruiner l'influence qu'elle peut avoir en racontant que Krestinsky lui avait remis une partie de l'argent qu'il recevait de von Seeckt : c'est la chaîne.

Et à travers moi c'est la Commission internationale d'enquête qu'on vise et qu'on veut atteindre. Cette Commission a établi un rapport accablant pour les accusateurs. L'enquête consciencieuse et approfondie à laquelle elle s'est livrée apporte la pleine lumière sur les « procès de Moscou ». La presse française a fait le silence sur ses travaux et sur ses conclusions — celle de droite comme celle de gauche. Mais il n'en a pas été de même partout. La presse américaine, entre autres, a largement reproduit et commenté les révélations et décisions de la Commission. La vraie culpabilité est apparue : c'est Staline. Et cela juste au moment où Staline s'efforce de gagner la confiance des cercles politiques dirigeants de Washington et d'assurer une large base à sa propagande dans tout le pays.

Réfuter le rapport et les conclusions de la Commission, il n'en pouvait être question : c'est du travail trop bien fait et trop solide. Ce qui reste seulement possible, c'est tenter de discréditer ses membres en les montrant, par exemple, comme complices des fustilles. Donc il faut de nouveau mentir, mobiliser un mort : von Seeckt, faire circuler les Reichsmarks, les livres sterling et les yens. Ces nouveaux mensonges seront à leur tour dénoncés et dévoilés ? Pen importe. Le grand problème, pour Staline c'est

## Ripostes aux Calomnies

Nous avons publié la semaine dernière, avant que les Bourreaux aient terminé le procès de Moscou, une première série de réfutations et de réponses. Nous continuons aujourd'hui : une brochure ramassant tout l'essentiel de nos réponses, sera publiée ultérieurement. Bien entendu, L'HUMANITE et toute la presse stalinienne n'ont pas essayé la moindre explication à ce sujet.

### Réfutation de quelques incohérences criantes.

1° L'accusé Bessonov affirme avoir envoyé, fin décembre 1936, par l'homme de liaison Johansson, une lettre à L.-L. Trotsky. Quelques jours plus tard il aurait reçu sa réponse.

Or Trotsky fut clandestinement embarqué, le 18 décembre 1936, sur le pétrolier « Ruth » par les soins de la police norvégienne. Le 19, le bateau norvégien quitta Oslo pour arriver le 9 janvier 1937 à Tampico (Mexique). Il était donc impossible à Trotsky de mener fin décembre 1936, la moindre correspondance avec quiconque. Au surplus, il lui était interdit de se servir de la radio du bord.

Une simple lecture des *Crimes de Staline* de Trotsky (pages 80, 81, 128) aurait permis d'éviter cette « gaffe ».

2° Krestinsky confirme le démenti de Trotsky.

Bessonov affirme, comme on sait que Trotsky se serait rencontré avec Krestinsky, en octobre 1933, à Merano (Tyrol italien). Trotsky démentit immédiatement : en octobre 1933, il se trouva, en effet, en France à Bagneres-de-Bigorre (Pyrénées), séjour connu par la police française, en compagnie de sa compagne et d'un camarade.

Lors de l'interrogatoire de Bessonov, Vychinsky demanda à Krestinsky de confirmer la déposition de Bessonov. Krestinsky répondit : « *J'étais à Merano en octobre 1933. J'y étais pour une cure et n'y ai rencontré aucun trotskyste.* » Ce fut certes, avant sa rétractation « volontaire » et assez sommaire du lendemain.

3° D'après l'acte d'accusation, Rakovsky se mit au service de l'espionnage japonais lors de son voyage au Japon en 1934.

Il importe de constater ici que Trotsky, pendant son audition par la sous-commission d'enquête à Coyocan présidée par le professeur Dewey, en avril 1937, prévint cette éventualité. Le procès-verbal anglais de ces interrogatoires (*The Case of Leon Trotsky*) lit à ce sujet (page 338-339) :

« *TROTSKY : ...La même chose pour Rakovsky. Immédiatement, on l'envoya au Japon. J'en fus quelque peu surpris... A ce moment-là, j'étais d'avis qu'on l'avait envoyé... pour démontrer*

l'étouffer la vérité, de l'empêcher d'être entendue. Sa presse cria chaque matin le mensonge partout. Il dispose de moyens considérables; la presse ouvertement stalinienne est doublée d'une presse camouflée dont le plus bel échantillon est sans doute *Ce Soir*, qui se donne comme « grand quotidien d'information indépendant », reste obstinément muet sur ses baillleurs les fonds, et dont les stalinien qui le dirigent ne montrent que discrètement leur museau.

Les deux premiers procès n'avaient pas, au moins en France, soulevé grande émotion. Les voix qui s'élevaient pour dénoncer ces monstrueux procédés de justice trouvaient peu d'écho. Frédéric Adler, les stigmatisant comme procès de sorcellerie, n'était guère suivi par les partis de sa propre Internationale. Des organisations dont eût été le premier devoir d'intervenir pour prendre la défense des accusés se dérobaient ou allaient même jusqu'à couvrir, sans courage ni franchise, la « justice » soviétique. On voulait considérer ces procès comme des épisodes, certes désagréables mais spécifiques russes, et dont il n'y avait pas lieu de s'occuper davantage.

Cette fois, il en va autrement. Le cercle des protestataires s'étend, les démentis s'élèvent de toutes parts, des résolutions sont votées. La sinistre « purge » sans fin avait provoqué un trouble grandissant, et aujourd'hui c'est un nouveau procès de Moscou. Trop de boue et trop de sang. Il n'y a plus que les stalinien professionnels, à l'estomac robuste, pour encaisser sans broncher. On se pose la question : Staline est-il devenu fou ? Sa toute-puissance lui a-t-elle enlevé la raison ? A-t-il perdu la tête et sombre-t-il dans une forme particulièrement cruelle de sadisme ? C'est possible. Mais ce qui est désormais sûr c'est que, dans la mesure où il est tout se tient, est un dangereux poison pour le mouvement ouvrier qu'elle a déjà exercé de grands ravages. Elle dégrade le bolchévisme, elle salit le socialisme, compromet son rayonnement et son avenir à un point que nul dictateur fasciste eût pu même rêver jamais atteindre. La tâche la plus pressante aujourd'hui est d'aider les ouvriers alarmés par ces massacres systématiques de vieux bolchéviques, troublés douloureusement dans leur attachement à l'Union soviétique et aux conquêtes de la Révolution d'Octobre, de les aider à comprendre qu'une société nouvelle, une société socialiste ne peut être bâtie sur le mensonge, avec le sang de ses pion-

au monde entier qu'il était en liberté, et son repentir sincère. Maintenant, je me demande si cela ne visait pas autre chose, savoir de l'accuser ensuite faussement d'être lié aux chefs militaires japonais du gouvernement etc. »

4° Nous pouvons affirmer avec certitude que l'accusation concernant l'assassinat de Gorki, de Menjinski et de Kouihychev ne fut élaborée que deux trois semaines avant le procès même.

a) Ce ne fut que le 10 janvier 1938, que Rykov « avoua » l'assassinat de Gorki.

b) Ce ne fut que le 4 février 1938 que le médecin du Kremlin, Kasakov, « avoua » l'assassinat de Menjinski.

c) Ce ne fut que le 19 et 20 février que les anciens socialistes-révolutionnaires Kareline et Kamkov « avouèrent » que Boukharine avait l'intention d'assassiner Lénine et Sverdlov en 1918. (A remarquer que Boukharine même pendant l'« instruction » nia d'avoir voulu assassiner Lénine. D'après ses dépositions il a voulu l'arrêter pour 24 heures et empêcher de cette façon la paix de Brest-Litovsk — fait d'ailleurs très bien connu depuis fort longtemps.)

5° L'accusé Bessonov affirme avoir rencontré Sédov à Berlin en 1931, après un incident avec la sœur de Sédov. D'après lui tous les journaux ont parlé à ce moment de L.-D. Trotsky et ses enfants en rapport avec cet événement. Or en 1931, la sœur de Sédov, Zinaïda Volkova ne vivait pas à Berlin, il n'y avait aucun incident à Berlin en 1931 la concernant. Ce ne fut qu'en 1933 qu'elle se suicida fait qui a fourni en son temps aux journaux l'occasion de parler de L.-D. Trotsky et de ses enfants.

6° L'accusé Bessonov affirme avoir trouvé Sédov grâce à un billet de Piatkov le recommandant. Or, encore à la suite du procès de Novosibirsk et celui de Piatkov, Radek, etc., Sédov a démenti d'avoir eu des rapports personnels et épistolaires avec Piatkov depuis qu'il a quitté la Russie en 1929.

Entre autres, le « bloc des droitiertrotskystes » est accusé d'avoir systématiquement travaillé à affamer le peuple ouzbek, afin de provoquer son mécontentement et de le révolter contre le pouvoir soviétique, en publiant à abandonner la culture des céréales en faveur de la culture exclusive du coton. L'accusé Khodjaiev déclare :

« *Nous avons commencé à introduire la théorie de la monoculture, c'est-à-dire la théorie d'une culture exclusive dans l'agriculture — le coton. Pour cela il fallait détruire, ruiner les semences... et remplacer sur le sol fertile la culture de l'orge et du riz par le coton. Cela signifiait : provoquer l'énorme mécontentement du peuple, car nous présentions l'affaire ainsi : c'est le plan de Moscou, nous ne sommes que les simples employés de Moscou, nous ne réalisons que les directives de Moscou.* »

Politique habile !... Mais comment s'expliquer que les « trotskystes » à l'étranger — les véritables — révèlent eux-mêmes leur secret, comme on peut le voir dans l'extrait suivant du *Bulletin de l'opposition* (N. 54-55, p. 54) : « *J'habite près de la région d'Amou-Daria, Asie centrale, région proche de l'Ouzbékistan*, écrit un correspondant du B. O., — *les paysans se nourrissent ici presque exclusivement de riz, qu'ils cultivaient dans les marais. Au début du plan quinquennal parvint la directive interdisant la culture du riz et ordonnant de ne cultiver que le coton. Si les paysans avaient exé-*

cuté cette directive, ils seraient littéralement morts de faim. »

La vérité est donc que les bolchéviques-léninistes mettaient en garde contre les procédures bureaucratiques. Khodjaiev, président du conseil des commissaires du peuple de la république ouzbèke, créature stalinienne, fidèle exécuteur du plan quinquennal, n'est donc — il est vrai — qualifié de trotskyste que pour la circonstance.

8° Les soi-disant rendez-vous de Sédov avec les accusés.

a) 1929. D'après les dépositions de Krestinsky et de Rosenholz (*Pravda*, 6 mars 1938) Sédov aurait rencontré Krestinsky à Kissingen (Allemagne) en septembre 1929. Or, depuis son exil de Russie en février 1929, jusqu'en février 1931, comme son passe-port et de nombreux témoignages le prouvent, Sédov n'a pas quitté la Turquie.

b) 1930. La même chose pour « Pavou » de Krestinsky qui, en automne 1930, avant son départ de Berlin, aurait rencontré Sédov afin de le mettre en liaison avec le général allemand von Seeckt.

c) 1933. Rendez-vous à Felden, Autriche, avec Rosenholz. L'accusé s'abstient de donner une date exacte. En tout cas, Sédov ne fut pas en Autriche en 1933, se trouvant jusqu'en mars à Berlin, il le quitta ensuite pour la France.

d) 1934. Rendez-vous avec Rosenholz à Karlsbad, en Tchécoslovaquie. Depuis son arrivée en France, en 1933, Sédov ne l'a plus jamais quitté. Même sans autre précision de la date, le faux de la déposition peut être établi par les documents.

9° Voici, pour les curieux, il somme totale des sommes prétendument reçues par Trotsky et ses amis, d'après les dépositions des accusés :

2.020.000 marks-ou allemands ; 930 mille dollars américains ; 27.000 livres sterling, soit près de 50 millions de francs ! Cet argent, selon Krestinsky, fut employé pour la propagande à l'étranger, pour les éditions, etc... Quiconque connaît la vie précaire de nos publications et les difficultés matérielles de notre travail, se rend immédiatement compte de l'absurdité de ces affirmations !

10° Trotsky aurait, de son propre gré, choisi Alma-Ata comme lieu de déportation.

Rakovsky rectifie la biographie de Trotsky (*Pravda*, 6 mars 1938) : « *C'était avant la déportation de Trotsky à Alma-Ata. Au début, il devait être envoyé à Astrakhan (au bord de la mer Caspienne). Mais il insista sur l'annulation de cette décision. On lui désigna alors Alma-Ata. Quand je fus chez lui, rue Granovsky, je le trouvai très content qu'on avait remplacé Astrakhan par Alma-Ata. Jen fus très étonné, ou que d'Alma-Ata à Frounze il y a plusieurs journées de voyage.* (A ce moment-là, il n'y avait pas encore le chemin de fer). Il me répondit : *Mais c'est plus près de la frontière chinoise, et il me montra plusieurs cartes géographiques, me faisant comprendre qu'il comptait s'enfuir. Je lui demandai : Comment serait-il possible d'organiser la lutte à travers la Chine occidentale, le désert sablonneux, les montagnes, sans moyens ? Alors Trotsky me dit : Intelligence Service m'aidera. En ce moment même, il me communiqua à titre strictement confidentiel que dès 1926 il était entré en liaison criminelle avec l'Intelligence Service.* »

Comme on sait, Trotsky n'eut pas besoin de l'Intelligence Service pour quitter l'U.R.S.S.; Staline lui-même s'en chargea, contre la volonté de Trotsky !

## Staline complète l'assassinat de Trotsky !

### Un « spécialiste » stalinien à Mexico

Pour quelles raisons Georges Fournial se rend-il au Mexique ? Fournial est secrétaire de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement (I.T.E.), organisation fantôme qui sert aux manœuvres de la Guépéou, et qui ne comprend d'ailleurs que les Syndicats russes d'instituteurs.

Fournial est bien connu par son zèle stalinien. Dans l'ancienne Fédération Unitaire de l'Enseignement, il fut l'un des organisateurs de la lutte contre le « trotskysme ». Il a continué à jouer ce rôle dans les milieux universitaires et intellectuels. Il y travaille pour la Guépéou.

Fournial a obtenu un congé de six mois (il est instituteur), afin de se rendre au Mexique, soi-disant pour s'occuper d'un rassemblement des Syndicats de l'Enseignement américain. En réalité, sa mission officielle en outre d'autres. Le voyage de Fournial est à mettre en relation étroite avec les préparatifs criminels contre Trotsky.

Le cas de Fournial est public; mais il y en a d'autres sur lesquels se fera en temps utile la clarté.

à Mussolini, et Cogniot l'ont clairement laissé entendre.

Cachin écrit le 2 mars : « *Qu'on songe plutôt à imiter la vigilance des magistrats soviétiques contre les saboteurs et les traîtres à leur patrie. Nos amis espagnols comprennent bien ce que nous voulons dire.* »

Cachin écrit le 8 mars : « *Tout comme en Espagne (et s'ils le pouvaient en France) ils font beaucoup de bruit et de sale besogne...* »

A Wagram, Cachin a déclaré qu'il faudrait aussi en France organiser des procès comme à Moscou !

Les stalinien font ainsi semblant de menacer les fascistes et le C.S.A.U., mais en réalité ils visent le P.O.I., les vrais communistes ! L'exemple de Staline, c'est l'exemple de la répression contre l'aile gauche, contre le prolétariat internationaliste.

En Espagne, la Guépéou a organisé l'écrasement du P.O.U.M., l'arrestation, l'assassinat, des militants révolutionnaires. Elle a tué Nin, Berneri, Durruti, Landau, bien d'autres. Elle a fait disparaître Erwin Wolf, Moulin, Mark Rein, et des centaines d'autres.

Maintenant, Cachin, Thorez et Cie préparent en France la même chose.

Déjà, en calomniant les bolchéviques-léninistes de cacouards, ils préparent une atmosphère de pogrom; ils tentent par tous les moyens d'empêcher et de briser le front de lutte des ouvriers révolutionnaires.

Nous crions : alerte ! Il est temps de déjouer ces manœuvres, de riposter aux assassins ! Ne tolérez pas une brimade dans les syndicats, dans les manifestations ! Exigez le respect de la démocratie ouvrière !

## Après le torpillage de la grève des métallos

(Suite de la page 2)

Tandis que le P.S. et le P.C. poursuivent en plein accord sur le fond, quoique en désaccord sur la forme, leur travail de liquidation des courants révolutionnaires de masse qui mettent également en péril la destinée commune de la bureaucratie stalinienne et de la bourgeoisie — les travailleurs du Nord demeurent dans la misère, désorientés et désabusés devant les manœuvres de leurs chefs syndicaux.

Que faire ? Dumoulin se retire sous sa tente déclare qu'il ne reviendra plus, mais va sans doute, de sa retraite, accabler, désormais de critiques démagogiques, démagogiquement recueillies et publiées par « Syndicats », ceux qui ont usé de ses talents pour couvrir leur besogne néfaste. Mais, si Dumoulin bat ses adversaires et, finalement, reprend sa place, on peut être assuré que les travailleurs n'y gagneront rien. Passé oblige.

Ce sont les travailleurs révolutionnaires, seulement eux, dont les éléments les plus conscients ont déjà rejoint les quelques cellules constituées par notre parti, au moment du dernier conflit de la Métallurgie qui peuvent, selon l'exemple donné par les vieux bolchéviques en des circonstances plus dramatiques encore que celles que nous subissons aujourd'hui, lutter victorieusement « contre le courant ».

Sous la direction du P.O.I. et de la IV<sup>e</sup> Internationale, les travailleurs révolutionnaires du Nord peuvent, c'est certain, entreprendre de construire à l'usage des ouvriers, un mouvement syndical dégagé des influences qui actuellement paralysent toute action.

Il faut pour cela commencer par le commencement, agir en vue d'imposer en premier lieu le libre jeu de la démocratie dans les syndicats, vulgariser les mots d'ordre essentiels de notre parti, diffuser notre presse.

Nos camarades ont ainsi fait. Déjà, en réponse, les stalinien ont

## En avant la "LUTTE" hebdomadaire !

Voici le troisième numéro hebdomadaire de la L. O. ! Nous regrettons d'avoir été contraints de tirer le n° 69 sur 2 pages mais vous devez enfin vous persuader que la parution hebdomadaire sur 4 pages dépend de votre effort à tous.

Camarades sympathisants qui bénéficiez d'un service gratuit de quelques numéros, il faut vous abonner, abonner vos amis, souscrire régulièrement et faire souscrire même des sommes qui vous semblent infimes; c'est l'ensemble de ces efforts « minimes » qui assurera la vie hebdomadaire de la L. O. à 4 pages !

Abonnés ! votre bande porte le numéro de votre fin d'abonnement; réabonnez-vous immédiatement pour éviter des frais; commandez, diffusez, payez plusieurs exemplaires à chaque parution.

Cellules P. O. I. et J. S. R. ! reprenez ou créez la Phalange hebdomadaire, envoyez régulièrement les sommes recueillies, payez rapidement les journaux reçus, exigez que chacun de vos membres soit abonné (décision C. N.).

Avec l'effort de tous la Lutte peut paraître, elle paraîtra désormais chaque semaine parce que vous ferez tous cet effort !

entrepris de calomnier, injurier et discréditer les militants venus dans nos rangs.

Rien cependant n'arrêtera le P.O.I. dans sa marche en avant, sur la voie tracée par Lénine et Trotsky et sur laquelle il s'agit de replacer les travailleurs du Nord, Mineurs, Ouvriers du Textile ou Métallurgistes, momentanément égarés.

A l'heure où je termine, notre action se poursuit...

SALERS.

# LÉON SEDOV

## le Fils, l'Ami, le Militant

par  
Léon TROTSKY

Dédié à la Jeunesse Proletarienne

A l'instant où j'écris ces lignes, à côté de la mère de Léon Sedov, des télégrammes me parviennent de divers pays, m'apportant l'expression de condoléances. Et chacun de ces télégrammes suscite la même et insupportable question : « Ainsi tous nos amis, de France, de Hollande, d'Angleterre, des Etats-Unis et du Canada et d'ici, au Mexique, admettent comme définitif le fait que Sedov ne soit plus ? ».

Chaque télégramme est une preuve nouvelle de sa mort. Et pourtant, nous ne pouvons encore y croire. Et non pas seulement parce qu'il est notre fils, fidèle, dévoué, aimant. Mais avant tout, parce que plus que quiconque au monde, il est entré dans notre vie, s'y est lié avec ses racines, comme camarade d'idées, comme collaborateur, comme gardien, comme conseiller, comme ami.

De cette génération aînée, dans les rangs de laquelle nous sommes entrés à la fin du siècle dernier, sur la route de la révolution, tous, sans exception, ont été balayés de la scène. Ce que n'ont pu faire les bagnes du Tzar, la déportation rigoureuse, le besoin des années d'émigration, la guerre civile et les maladies, Staline l'a fait au cours des dernières années, comme le fléau le plus malfaisant de la révolution.

Après la génération aînée, a été anéantie la meilleure partie de la génération moyenne, c'est-à-dire celle qu'a suscitée 1917, et qui a reçu sa formation dans les 24 armées du front révolutionnaire. Plétinée sans traces la meilleure partie de la jeunesse, de la génération de Léon. Lui-même n'y a échappé que par miracle : grâce au fait qu'il nous a accompagnés en déportation, et ensuite en Turquie. Au cours des années de notre dernière émigration, nous avons acquis de nombreux amis, et quelques-uns d'entre eux sont entrés étroitement dans la vie de notre famille, jusqu'à pouvoir être considérés comme ses membres. Mais tous, nous ont approchés pour la première fois, seulement dans ces dernières années, quand nous avons atteint le seuil de la vieillesse. Seul Léon nous a connus jeunes, et a participé à notre existence depuis le temps où il a pris conscience de lui-même. Demeuré jeune, il fut comme de notre génération.

Il a traversé avec nous notre deuxième émigration : Vienne, Zurich, Paris, Barcelone, New-Amherst (le camp de concentration canadien) et, finalement, Pétrograd.

Encore tout enfant, — il allait sur ses douze ans, — il avait à sa manière, assimilé consciemment le passage de la révolution de février à celle d'octobre. Son adolescence s'est passée sous une haute pression. Il s'est ajouté une année, pour entrer plus vite aux Jeunes Communistes, qui brûlaient alors de toutes les ardeurs d'une jeunesse éveillée. Les jeunes boulangers, au milieu desquels il menait sa propagande, le gratifiaient d'un petit pain frais, et il le rapportait joyeusement sous le pan déchiré de sa veste. Ce furent des années brûlantes et froides, grandioses et affamées.

De sa propre volonté, Léon quitta le Kremlin pour le logis en commun des étudiants prolétariens, afin de ne pas se distinguer des autres. Il refusait de s'asseoir avec nous dans l'auto, afin de ne pas jouir de ce privilège des bureaucrates. En revanche, il prenait jalousement sa part dans tous les «amedis communistes» et autres «mobilisations de travail», il nettoyait la neige des rues de Moscou, «liquidait» l'analphabétisme, déchargeait le pain et le bois des wagons, et ensuite, en qualité d'étudiant polytechnicien, réparait les locomotives. Il ne s'est pas trouvé sur le front des opérations, c'est seulement parce que l'addition de deux et même de trois années supplémentaires n'aurait pu l'aider : la guerre civile s'est terminée, quand il avait seulement quinze ans. Mais plus d'une fois, il n'avait accompagné au front, s'imprégnant d'impressions sévères (rudes), et connaissait fermement le pourquoi de la lutte sanglante.

Les derniers télégrammes d'agence ont appris que Léon Sedov vivait à Paris, «dans les conditions les plus modestes». Ajoutons : beaucoup plus modestes que celles des ouvriers qualifiés. Mais à Moscou dans ces années où son père et sa mère occupaient de hautes fonctions, il ne vivait guère mieux que ces derniers temps à Paris, plutôt moins bien. Etait-ce une règle parmi la jeunesse bureaucratique ? Non, alors déjà, c'était une exception.

Dans ce garçon, et plus tard dans l'adolescent et dans le jeune homme, le sentiment du devoir et du sacrifice s'est éveillé de bonne heure.

En 1923, Léon s'est brusquement et entièrement plongé dans le travail de l'opposition. Il serait injuste de voir là seulement, l'influence de ses parents. Il avait donc quitté le bel appartement du Kremlin pour le logement en commun, froid, sale et sans pain, non seulement, sans intervention de notre part, mais contre notre volonté.

Son orientation politique a été déterminée par ce même instinct, qui l'incitait à préférer les tramways surchargés de monde aux limousines du Kremlin. La plate-forme de l'opposition a seulement donné une expression politique aux traits organiques de son caractère. Léon rompait inflexiblement avec les étudiants amis, que leurs pères bureaucrates arrachaient à coups de griffe du «trotskysme», et retrouvait le chemin de ses amis boulangers.

Ainsi, à 17 ans, a commencé sa vie pleinement consciente de révolutionnaire. Il a vite assimilé l'art de la conspiration, des réunions illégales, de la presse secrète et de la diffusion des écrits oppositionnels.

Le Komsovol a rapidement formé les cadres de ses chefs oppositionnels. Léon se distinguait par des capacités remarquables de mathématicien. Il venait infatigablement en aide aux étudiants prolétariens, n'ayant pas fait d'études secondaires. Et dans ce travail, il mettait toute son ardeur : corrigait, poussait en avant, grondait

les paresseux, il considérait son jeune enseignement comme un service consacré à sa classe. Ses propres études à l'Institut Technique Supérieur se poursuivaient avec succès. Mais elles ne lui prenaient qu'une partie de sa journée de travail. La plus grande partie de son temps, il la donnait avec ses forces et son âme à la cause de la révolution.

En hiver 1927, quand commença la destruction politique de l'opposition, Léon achevait sa vingt-deuxième année. Il avait déjà un enfant, qu'il venait nous montrer avec fierté au Kremlin. Sans une minute d'hésitation, il s'est attaché à sa jeune famille et à son école, pour partager notre sort en Asie centrale. Il agissait non seulement comme un fils, mais avant tout comme un camarade d'idées ; il fallait à tout prix assurer notre liaison avec Moscou.

Son travail à Alma-Ata, pendant toute une année, fut en toute sincérité, incomparable. Nous le nommâmes ministre des Affaires Etrangères, ministre de la Police, ministre des P. T. T. Et dans toutes ces fonctions, il fut obligé de s'appuyer sur un appareil illégal. Sur les instructions du Centre oppositional de Moscou, le camarade X..., très dévoué et très sûr, avait acquis une voiture et une troupe de chevaux et travaillait en qualité de cocher indépendant, entre Alma-Ata et Frounzé (Pichpek) alors station terminale de la ligne de chemi de fer.

Le problème qui lui était dévolu était de nous apporter, toutes les deux semaines, le courrier secret de Moscou et de rapporter nos lettres et manuscrits à Frounzé, où l'attendait le courrier de Moscou. Parfois, des courriers spéciaux nous arrivaient de Moscou. Les rencontrer n'était pas une chose facile à faire.

Nous étions logés dans une maison de tous côtés entourée d'organisations de la Guépéou et des appartements de ses agents. Les rapports extérieurs reposaient sur Léon. Il quittait le logis par les nuits profondes pluvieuses ou neigeuses, où trompant la vigilance des espions, il s'échappait dans la journée de la bibliothèque, retrouvant les agents de liaison à l'établissement des bains publics, ou dans les fourrés profonds, aux environs de la ville, ou encore au marché oriental, où les kirghizes grouillaient en foule, avec les chevaux, les ânes et les marchandises. Chaque fois il revenait frémissant et heureux, avec une flamme guerrière dans les yeux et avec des acquisitions précieuses cachées sous le linge. Ainsi, pendant une année, il fut imprenable à l'adversaire.

Et mieux que cela, il entretenait avec ces ennemis, «camarades» d'hier, les rapports les plus «corrects», presque «amicaux» montrant un self-control et un tact constants et nous protégeant soigneusement de tout conflit avec l'extérieur.

La vie idéologique de l'opposition était alors à son apogée. C'était l'année du 6<sup>e</sup> Congrès du Comintern. Dans les cols de Moscou arrivaient des dizaines de lettres, articles, thèses, de célébrités et d'inconnus. Dans les premiers mois, jusqu'au changement brutal de la politique de la Guépéou, de nombreuses lettres arrivaient aussi par la poste officielle des différents lieux de déportation.

Dans ce matériel varié, il fallait opérer une soigneuse discrimination. Et là, je ne me conviendrais qu'avec étonnement, comment d'une manière pour moi imperceptible, cet enfant avait eu le temps de mûrir, comme il savait bien choisir parmi les hommes, il connaissait une quantité beaucoup supérieure d'oppositionalistes que moi. Combien sûr était son instinct révolutionnaire, lui permettant de distinguer sans hésitation le vrai du faux, le réel du superficiel. Les yeux de sa mère, qui connaissait davantage son fils, s'illuminaient de fierté à nos entretiens.

D'avril à octobre, il nous arriva près de 1.000 lettres politiques et documents et près de 700 télégrammes ; nous avons expédié pour la même période 800 lettres politiques, et dans cette quantité, une série de travaux considérables comme «La Critique du programme du Comintern», etc... Sans mon fils, je n'aurais pu accomplir la moitié de ce travail.

Une aussi étroite collaboration, ne signifiait pas, toutefois, que des frictions ne s'élevaient pas entre nous, et parfois des différends aigus.

Mes rapports avec Léon, pas plus à ce moment-là que plus tard, dans l'émigration, ne se distinguaient pas particulièrement, loin de là, par un caractère égal et dépourvu d'aspérités.

Je ne m'élevais pas seulement contre ses appréciations catégoriques à l'égard de certains «vieux» de l'oppo-

sition, et même par des rectifications et des sermons énergiques, mais encore je laissais apparaître dans mes rapports avec lui, l'exigence et le formalisme qui me sont inhérents dans les questions pratiques.

Ces traits peut-être utiles et même indispensables pour un travail de grande envergure mais assez insupportables dans les relations privées, ont rendu la tâche difficile aux êtres qui me furent les plus proches. Et comme, le plus proche d'entre tous les jeunes, était mon fils, il a eu ordinairement plus à supporter que tous les autres. A un œil superficiel, il pourrait même sembler, que nos rapports étaient empreints de sévérité ou d'indifférence. Mais sous cette apparence, existait un profond attachement réciproque, fondé sur quelque chose d'incomparablement plus grand, que la communauté de sang : la communauté de vues et des jugements, les sympathies et les haines, les joies et les souffrances vécues ensemble, et les mêmes et grandes espérances. Et cet attachement mutuel s'illumina de temps à autre, de flammes, tellement vives, qu'elles récompensaient nos trois destins de la médiocre usure du quotidien.

Ainsi nous vécûmes, à 4.000 km. de Moscou, à 250 kms de la voie ferrée, une année difficile et inoubliable, qui est restée tout entière dans notre souvenir sous le signe de Léon, ou plus exactement de «Levik» ou de «Levoussetki» comme nous l'appelions.

En janvier 1929, le bureau politique décréta mon bannissement «au-delà des limites de l'U.R.S.S.» et comme il s'est avéré, en Turquie.

Aux membres de ma famille, fut laissé le droit de m'accompagner. De nouveau sans hésitation, Léon décida de nous suivre en exil, se séparant à jamais, de sa femme et de son fils, qu'il aimait beaucoup.

Dans notre vie s'ouvrit un nouveau chapitre, avec une page presque vierge : relations, liaisons, amitiés, il fallut nouer tout cela à nouveau. Et de nouveau notre fils devint pour nous tous : l'intermédiaire dans les rapports avec le monde extérieur, le gardien, le collaborateur, le secrétaire, comme à Alma-Ata, mais sur un plan de beaucoup plus vaste. Les langues étrangères qu'il possédait étant enfant, mieux que le russe, se trouvèrent presque oubliées dans la fièvre des années révo-

lutionnaires.

Il fallut les étudier à nouveau. On commença un travail littéraire approprié. Les archives et la bibliothèque étaient entièrement dans les mains de Léon. Il connaissait bien les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine, il connaissait à merveille mes livres et manuscrits, l'histoire du parti et de la révolution, l'histoire des falsifications thermidorienne. Encore dans le chaos de la bibliothèque publique d'Alma-Ata il avait étudié les collections de la «Pravda» des années soviétiques, et avait tiré d'elles, avec un esprit d'investigation sans failles, les citations et les extraits indispensables. Sans cette documentation précieuse et sans les recherches ultérieures faites par Léon dans les archives et les bibliothèques, d'abord en Turquie, ensuite à Berlin, finalement à Paris, pas un des travaux que j'ai écrits au cours de ces dix dernières années n'eût été possible, et en partie «L'Histoire de la Révolution Russe». Sa collaboration incalculable par sa quantité, n'avait pourtant pas un caractère «technique». Le choix personnel des faits, des citations, des caractéristiques préférait une méthode de développement, ainsi que les conclusions. Dans la «Révolution Trahie» il y a pas mal de pages, écrites par moi sur les données de quelques lignes extraites des lettres de mon fils et des illustrations tirées par lui des journaux soviétiques qui m'étaient inaccessibles. Encore davantage de matériaux m'ont été fournis par lui pour la biographie de Lénine. Une telle collaboration était seulement possible, parce que notre solidarité idéologique était entrée dans le sang et dans les nerfs. Presque tous mes livres, à partir de l'année 1928, devaient en toute justice porter le nom de mon fils à côté du mien.

A Moscou, il restait à Léon, une année et demie, jusqu'à l'achèvement de sa formation d'ingénieur. Nous insistions avec sa mère pour qu'il revint à l'étranger aux études abandonnées. Une nouvelle équipe de jeunes collaborateurs de tous les pays avait eu entre temps le loisir de se former à Prinkipo, en étroite collaboration avec mon fils. Léon ne consentit au départ que sous la pression du fait qu'il possédait étant enfant, mieux que le russe, se trouvèrent presque oubliées dans la fièvre des années révo-

lutionnaires. Ayant recommencé à Berlin ses occupations estudiantines (il fallut repartir du commencement), Léon en même temps s'est consacré tout entier au travail révolutionnaire. Bientôt il entra au Secrétariat International en qualité de représentant de la section russe. Ses lettres d'alors à sa mère, démontrent avec quelle rapidité il s'était assimilé à l'atmosphère politique de l'Allemagne et de l'Europe Occidentale, comme il savait bien distinguer parmi les hommes et discerné parmi leurs divergences et les nombreux conflits de cette période infantile de notre mouvement. Son instinct révolutionnaire, enrichi déjà d'une sérieuse expérience, l'aidait à trouver la voie juste dans presque tous les cas, d'une manière indépendante. Comme nous nous réjouissions, de trouver dans ses lettres fraîchement décachées, les mêmes raisonnements et conclusions, que celles que je recommandais la veille seulement à son attention. Et combien — passionnément et sobrement — se réjouissait-il de telles rencontres dans nos idées. Le recueil des lettres de Léon, constituera indubitablement, une des sources les plus précieuses pour l'étude de la préhistoire intérieure de la Quatrième Internationale.

Mais les affaires russes demeuraient au centre de ses préoccupations. Encore à Prinkipo, il devint l'éditeur effectif du Bulletin de l'Opposition russe, depuis son apparition (mi-1929) et avait définitivement concentré ce travail dans ses mains depuis son départ à Berlin (début 1931) d'où le Bulletin fut transféré à sa suite à Paris. La dernière lettre de Léon que nous avons reçue, écrite le 4 février 1938, douze jours avant sa mort, commence par ces mots : «Je vous envoie les épreuves du Bulletin, car le prochain bateau ne partira pas de sitôt, le Bulletin ne sera prêt que demain matin.

La sortie de chaque numéro fut un petit événement dans sa vie — petit événement qui coûtait de grands efforts. La composition du Bulletin, la finition des matériaux bruts, la rédaction des articles, une correction minutieuse, l'expédition, la correspondance avec les amis et les correspondants et — ce qui ne vient pas à la dernière place, ce qui n'était pas le moins important — la recherche des moyens financiers. En revanche comme il s'enorgueillissait de chaque numéro «réussi» ! Dans les premières années de l'émigration, il entretenait une correspondance considérable avec les oppositionalistes en U.R.S.S. Mais en 1932 la Guépéou rompit presque tous nos liens.

Il fallut chercher des informations fraîches par des voies détournées.

Léon était toujours sur le «Quivive», cherchant avidement des tuyaux de Russie, s'emparant des touristes revenus d'U.R.S.S., des étudiants soviétiques en mission et des fonctionnaires sympathisants des Re-

présentations à l'étranger. Il parcourait Berlin pendant des heures entières, et ensuite Paris, pour semer les agents de la Guépéou à sa poursuite et ne pas compromettre ses informateurs. Pendant toutes ces années, il n'y eut pas un cas où quelqu'un eût à souffrir par suite de son manque de vigilance, de son inattention ou du manque de discernement.

Sur les rapports de la Guépéou il figurait sous le sobriquet de «Fiston», ainsi que nous en avons informés l'infortuné Reiss ; on a dit plus d'une fois à la Lublanka : «le Fiston travaille habilement, le «vieux» l'aurait tué sans lui». C'était la vérité. La tâche n'eut pas été facile sans lui. Elle sera difficile sans lui ! Justement pour cette raison les agents du Guépéou, pénétrant aussi dans les organisations de l'opposition entouraient Léon d'un filet épais d'observations, d'intrigues, de pièges. Dans les procès de Moscou son nom a figuré invariablement aux côtés du mien. Moscou cherchait le moyen d'en finir avec lui à tout prix.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le Bulletin de l'Opposition fut immédiatement interdit. Léon passa en Allemagne encore quelques semaines, menant un travail illégal et se cachant de la Gestapo dans des appartements étrangers. Nous sonnâmes l'alarme avec sa mère, insistant sur un départ immédiat de l'Allemagne. Au printemps 1933, Léon se décida enfin à abandonner un pays, qu'il avait eu le temps de connaître et d'aimer et se logea à Paris, où le suivit le Bulletin. Ici, Léon recommença ses études à nouveau ; il fallut passer un examen dans une école française d'enseignement secondaire, ensuite pour la troisième fois, recommencer en Sorbonne, depuis le début, ses études à la faculté de Physique et des Mathématiques. Il vivait à Paris dans des conditions difficiles, dans le besoin, s'occupant par à-coups des études universitaires, mais grâce à de nombreuses dispositions remarquables il a pu mener ses études à bonne fin, c'est-à-dire, jusqu'au diplôme.

Ses principaux efforts, à Paris, étaient consacrés encore plus qu'à Berlin à la révolution et à une collaboration littéraire avec moi. Dans les dernières années, Léon commença à écrire lui-même plus systématiquement pour la presse de la Quatrième Internationale. Sur des signes divers, notamment sur la rédaction de ses mémoires pour mon autobiographie, j'ai commencé à soupçonner en lui, encore à Prinkipo, des dispositions littéraires. Mais il était surchargé par toutes sortes d'autres travaux, et comme les idées et les thèmes, nous étaient communs, il me consacrait toute son activité d'écrivain.

(La deuxième partie de cet article paraîtra dans notre prochain numéro).

Léon TROTSKY.  
20 février 1938. — Co., an.

POUR CONNAITRE LA VERITE  
SUR LES  
PROCES DE MOSCOU

L. SEDOV. — Livre Rouge sur le procès de Moscou : 4 francs.  
L. TROTSKY. — Les crimes de Staline.  
La Vérité sur les Procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses : 0 fr. 50.  
F. ADLER. — Encore un procès en Sorcellerie : 0 fr. 25.

## Le Guépéou veut obtenir l'expulsion de Trotsky du Mexique

Le 4 mars, L'Humanité a signalé que le Congrès de la Confédération des Travailleurs du Mexique avait voté une résolution réclamant l'expulsion de Trotsky du Mexique. Par ce moyen, les agents de la Guépéou pensent faciliter l'atmosphère favorable à un attentat.

Voici la riposte que fit Trotsky à la manœuvre des stalinistes mexicains, et qui parut dans tous les journaux du Mexique :

« M. Lombardo Toledano a sa clique, après une longue et minutieuse préparation, ont fait la tentative malveillante de tromper l'opinion de ce pays. Le «matériel» sur lequel ils se sont basés au Congrès de Février de la Confédération des Syndicats du Mexique (C.T.M.), ne représente rien de nouveau : c'est le matériel de Iagoda, de Tejov, de Vyshinsky. C'est le matériel de Staline... »

Trotsky rappelle ensuite que ce «matériel» a été complètement démasqué par la Commission Dewcey de New-York. Il fait un bref tableau de sa position politique puis continue : «Après la décision de la Commission Internationale d'Enquête, je n'ai aucune raison d'entrer en discussions juridiques ou politiques avec M. Lombardo Toledano. Mais je voudrais expliquer la vérité à ceux qu'il a trompés. C'est cela que craignent M. Lombardo Toledano et sa clique. Toute leur machination au Congrès, comme les auteurs l'ont clairement révélé, n'a qu'un but : me fermer la bouche.

« Ils n'agissent évidemment pas de leur propre initiative. Leurs inspirateurs habitent à Moscou. Le verdict de la Commission Internationale, le rapport sténographique de l'Enquête à Coyoacan qui a été publié, les révélations d'anciens agents responsables du Kremlin, Reiss, Barmine et Walter Krivitzky, ainsi que beaucoup d'autres faits durant l'année passée, portent un coup irrémédiable à la clique du Kremlin. Mon dernier livre : Les crimes de Staline est déjà paru dans différentes langues. J'espère qu'il paraîtra aussi en espagnol. L'opinion publique progressive à travers le monde

se détourne de Staline avec un dégoût croissant. Cela explique les tentatives furieuses de la Guépéou de me contraindre au silence.

M. Toledano et sa clique se sont cependant trompés. S'ils pensent qu'ils réussiront à remplir la mission dont on les a chargés. De beaucoup plus forts qu'eux ont essayé déjà d'accomplir cette tâche sans succès. Le Tzar m'obligea au silence pour quatre ans en prison et m'exila deux fois en Sibérie. Le kaiser Guillaume me condamna à la prison par contumace parce que je ne voulais pas rester tranquille en Suisse pendant la guerre. Les alliés français du Tzar m'expulsèrent en 1916 de France pour le même crime. Le roi Alphonse XIII me jeta en prison à Madrid pour me contraindre au silence. Dans le même but, les impérialistes anglais me jetèrent dans un camp de concentration canadien. L'avocat Kerensky, qui parvint quelque temps à tromper une partie considérable de l'opinion publique, tenta de me fermer la bouche dans la prison Kresty à Pétrograd. Mais il est écrit sur les pages de l'histoire que je n'ai pas appris à me taire au commandement. D'autre part, pendant 40 ans de lutte révolutionnaire, j'ai rencontré un assez grand nombre de gens dans le mouvement ouvrier, qui peuvent non seulement être silencieux mais aussi provoquer le scandale, sur commande.

« Si j'avais voulu me taire sur les crimes de la bureaucratie stalinienne contre les ouvriers et les paysans, ils m'auraient élevé sur le pavois, et les MM. Toledanos du monde entier auraient rampé devant moi comme ils rampent maintenant devant la clique du Kremlin. Les social-démocrates norvégiens, frères aînés en esprit de Toledano ne trouveront qu'un moyen de me faire taire sur la Guépéou : me jeter en prison. Mais avec un livre, mon fils, que la mort seule a maintenu contraint au silence, répondit pour moi.

Staline, qui comprend cela mieux que ses agents, ne doute pas que Toledano sera impuissant à me contraindre au silence avec quelque-une des anciennes provocations. C'est justement pour cela que Staline prépare d'autres mesures, beaucoup plus réalistes. Mais pour ces plans, dont nous parlerons en temps utile, Staline a d'abord besoin d'empoisonner l'opinion publique. Pour cela, il lui faut des Lombardo Toledanos.

« Il y a plusieurs mois, cet homme déclara à un meeting que je comptais la grève générale contre le gouvernement mexicain dans l'intérêt du fascisme. A son tour M. Laborde — qui est pour moitié son soutien et pour moitié son maître — affirma dans une manifestation publique que je conspirais avec des «généraux fascistes». La réponse à cette «accusation» fut un éclat de rire général. Mais il est impossible d'embarrasser ces messieurs. Ils laissent de côté ces accusations seulement pour en présenter tout de suite d'autres. Si vous jetez assez de boue, il y en a toujours un peu qui s'attachera !

Messieurs les calomnieux continuant à construire leur jeu en m'accusant de ne pas respecter mon engagement de «non-intervention» dans la politique intérieure du Mexique. «L'importation de calomnies odieuses de Moscou et leur traduction en espagnol, ces messieurs l'identifient... avec la politique intérieure du Mexique. Je déclare : personne ne m'a ja-

mais demandé et je n'ai jamais promis à personne de renoncer au droit de défendre mon honneur politique contre les calomnies, et mes idées contre leurs adversaires. Je garantis au gouvernement du général Cardenas que je ne me mêlerais pas de la politique intérieure de ce pays selon le sens général du mot «politique». Je remplis cet engagement avec une conscience absolue. Mais si dans les rues de la capitale quelqu'un met sa main dans ma poche pour me voler des documents ou des lettres, je me considérerais complètement en droit de saisir la main du criminel. Et après cela ne laisse pas le propriétaire de la main dire que je me mêle de la politique intérieure du Mexique !

« Lombardo Toledano essaya de me ravir quelque chose de plus grand, mon honneur politique, et demande pour cela — ô démocrate, ô révolutionnaire — que je sois empêché par la force de qualifier ses actions et lui-même avec les noms qu'il mérite.

« Je ne me suis jamais occupé du programme politique et des actions de M. Toledano, ni de ses références à Lénine qui sont pleines d'un humour involontaire. Je laisse aussi de côté la question des machinations qui ont permis à Toledano d'arracher au Congrès syndical une décision sur une question sur laquelle l'immense majorité n'avait pas la moindre idée. Mais il est tout à fait clair que lorsque M. Toledano, avec l'aide de témoignages fabriqués mobilise tout le Congrès politique qui, individuellement, exilé, les syndicats du Mexique, et fait cela dans le seul but de me réduire au silence et de me priver du droit d'asile — alors M. Toledano agit non comme représentant de la politique intérieure du Mexique, mais comme un agent de la politique étrangère du Guépéou. Laissez-lui alors la responsabilité de son indigne fonction. »

Le Gérant : NAVILLE  
Imp. La Renaissance, Paris, Tél. Nord 72-38.

### SOUSCRIPTIONS

Georges, 5 fr.; 19<sup>e</sup> cellule, 43 fr.; Théo, 10 fr.; 14<sup>e</sup> cellule, 100 fr.; camarades américains, 80 fr.; Lubin, 50 fr.; Phalanges Sceaux, 165 fr.; Follet, 15<sup>e</sup>, 200 fr.; Lorraine, 25 fr.; Terual, 130 fr.; Suzanne Ch., 10 fr.; Remonnet, 5 fr.; Gedé, 2 fr.; Grial, 5 fr.; H. B. (20), 20 fr.; un groupe de camarades anglais, 37 fr. 50; L., Châtea-Thierry, 10 fr.; Lille (G.), 80 fr.; d'Argentine, 10 fr.; Fanch, 100 fr.; A. et A., 103 fr.